



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-neuvième session
Rome, 3-4 mai 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES ET DE
L'INFRASTRUCTURE D'UMUTARA**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	3
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Rwanda	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs du projet	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	10
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	12
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO RWANDA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU RWANDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. PERFORMANCE MONITORING INDICATORS (INDICATEURS DE SUIVI DE LA PERFORMANCE)	11
V. ORGANIZATIONAL CHART (ORGANIGRAMME)	14
VI. ENVIRONMENTAL RECOMMENDATIONS AND HOW THEY HAVE BEEN ADDRESSED (RECOMMANDATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT ET FAÇON DONT ELLES ONT ÉTÉ MISES EN OEUVRE)	15



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Franc rwandais (RWF)
1,00 USD	=	360 RWF
1,00 RWF	=	0,0028 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BSP/ONU	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU
CDC	Comités de développement communautaire
DRSA	Direction des services agricoles
FRG	Fonds rotatif de groupe
ISAR	Institut national de la recherche agricole
ONG	Organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays producteurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
UCP	Unité de coordination du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: PF/FIDA, Rome.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE RWANDAISE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES ET DE L'INFRASTRUCTURE D'UMUTARA

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République rwandaise
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère des finances et de la planification économique
COÛT TOTAL DU PROJET:	32,9 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	Fonds de développement de l'OPEP: 9,9 millions de USD Organisations non gouvernementales: 2,3 millions de USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,2 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,5 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le projet de développement des ressources communautaires et de l'infrastructure d'Umutara bénéficiera à environ 51 000 familles réparties dans six communes de la nouvelle préfecture d'Umutara au Rwanda. La zone du projet comprend deux communes implantées depuis longtemps à flanc de colline et quatre autres communes nouvellement créées à plus basse altitude, où viennent de s'installer des rapatriés. Le groupe cible comprend 97% de la population de la zone du projet. Les bénéficiaires visés sont tous des pauvres qui subsistent à un niveau voisin du seuil de pauvreté quand ils ne se trouvent pas bien au-dessous. Parmi eux, 12 000 ménages très pauvres sont considérés comme vulnérables.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les causes de pauvreté sont différentes dans les deux zones du projet. Dans les anciennes communes, il s'agit principalement de la surpopulation et du risque d'érosion due à la pente des terrains, à quoi viennent s'ajouter les pertes de bétail (lequel fournit par ailleurs une importante source de fumier permettant de maintenir la fertilité du sol) et de matériel végétal entraînées par la guerre. Dans les nouvelles communes, les principales difficultés auxquelles se heurtent les nouveaux arrivants sont dues à la pauvreté et à la fragilité des sols, à l'insuffisance des technologies pour améliorer la productivité de la terre, à l'effectif trop nombreux des troupeaux, à la gravité des maladies animales, au manque de matériel végétal amélioré et d'eau (pour la consommation domestique et l'abreuvement du bétail) et à l'absence d'infrastructures de transport.

Que leur apportera le projet? Le projet améliorera la gestion des affaires publiques dans la zone du projet en permettant à l'administration de fournir des services, soit directement soit par externalisation, répondant aux priorités de la population et à la demande effective, et en favorisant le développement d'organisations locales d'agriculteurs et de femmes tout en assurant la réalisation de microprojets entrepris à leur demande. Le projet mobilisera les échelons de base de l'administration publique en vue de répondre aux besoins des administrés. Le projet fournira en particulier des adductions d'eau (pour la consommation des ménages et l'élevage), des routes de desserte et des services consultatifs techniques sur la base d'un diagnostic participatif des problèmes rencontrés par les agriculteurs, encouragera la production de semences améliorées, mettra en place un programme paravétérinaire destiné à améliorer les services de santé animale sans oublier le petit bétail élevé par les femmes, dégagera des dons de contrepartie afin d'aider les agriculteurs à constituer leurs propres fonds rotatifs de groupe (FRG) de manière à mobiliser l'épargne sur la base du crédit à court terme, et lancera un fonds de financement des investissements féminins qui facilitera le financement de projets générateurs de revenus soutenus par les groupes féminins. Le projet distribuera gratuitement 12 000 lots d'intrants aux ménages très pauvres et vulnérables de façon qu'ils puissent participer aux activités du projet sur un pied d'égalité avec les ménages plus favorisés.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le projet comprend un système central de planification et d'exécution partant de la base et un système parallèle d'évaluation participative de la qualité des services fournis aux bénéficiaires. Les prestataires de services, c'est-à-dire notamment tous les organismes publics et toutes les organisations non gouvernementales (ONG), participeront au projet dans le cadre d'accords contractuels renouvelables, chaque renouvellement étant subordonné à la bonne exécution de leur mission confirmée par les utilisateurs finals.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES ET DE
L'INFRASTRUCTURE D'UMUTARA

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République rwandaise d'un montant de 11,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de développement des ressources communautaires et de l'infrastructure d'Umutara. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Rwanda est un pays pauvre en ressources, surpeuplé et enclavé d'Afrique centrale, en proie à la pauvreté chronique et à la guerre civile. La population d'environ 8 millions d'habitants est essentiellement rurale (90%) et s'accroît de quelque 3% par an. En 1994, le génocide a détruit la plus grande partie de son tissu social, de ses ressources humaines, de sa capacité institutionnelle, ainsi que de son infrastructure économique et sociale. La paix est à présent revenue dans la plus grande partie du pays. Au total, 3,8 millions de personnes, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés rapatriés, sont en cours de réinstallation et de réintégration dans la société. En 1997, le gouvernement a adopté un programme de transition destiné à consolider la fragile reprise socio-économique qui s'était dessinée au cours de la période 1995/96 et avait posé les fondations de la réconciliation nationale, d'une croissance économique soutenue, d'une plus large participation aux décisions et d'une réduction de la pauvreté.

2. L'économie s'est rétablie après avoir chuté de 50% en 1994 par suite du génocide. Néanmoins, le produit intérieur brut (PIB) n'atteignait encore en 1996 que 72% de son niveau de 1990. L'inflation est retombée de 62% en 1994 à 9% en 1996. Soutenue par une politique budgétaire prudente, par le redressement des exportations et par l'afflux massif de dons extérieurs et de prêts accordés à des conditions très favorables, la croissance est stable depuis 1996. Les déséquilibres budgétaires se sont beaucoup atténués par suite de l'ajustement des taux d'imposition, de la réforme de l'administration fiscale et douanière et de l'afflux de dons extérieurs et des fonds de contrepartie de l'aide alimentaire. L'inflation se situe actuellement à environ 9% par an, tandis que la valeur externe du franc rwandais reste assez stable.

¹ Pour renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.



3. La dette extérieure du Rwanda est passée de moins de 400 millions de USD en 1987 à plus de 1 milliard de USD en 1997. En 1997, la dette publique intérieure s'est aussi accrue, atteignant l'équivalent de 223 millions de USD. Un fonds administré par la Banque mondiale a été établi en 1998 afin d'assurer le service de la dette multilatérale du Rwanda (y compris la part détenue par le FIDA) jusqu'au premier trimestre de 2001. Le Rwanda bénéficiera probablement ensuite d'un allègement permanent de sa dette au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE).

4. L'agriculture est pratiquée sur tous les types de terrain, y compris les terres marginales et les sols en forte pente. Sur les hautes terres, la pression de la population a réduit la quantité de terres arables disponibles à 1,5 ha environ par famille. Dans une grande partie de la zone des collines, en revanche, les sols sont fertiles et le régime bimodal des précipitations permet une double récolte par an, et même une troisième dans les vallées. En raison de la pente, la plupart des terres arables doivent faire l'objet de travaux de conservation pour éviter la perte de fertilité naturelle du sol. Environ 13% des terres arables sont occupées par des cultures pérennes d'exportation, essentiellement café et thé. Les autres produits commercialisés sont principalement la banane, le sorgho, les haricots, les pois, le maïs, les fruits et les légumes.

5. Le bétail a toujours été une importante source de fumier pour les petits exploitants et un moyen de constituer un capital pour mettre le ménage à l'abri des risques. La plupart des exploitations possèdent du petit bétail qui appartient aux femmes et est géré principalement par elles. Les bovins aussi bien que le petit bétail ont été décimés durant le génocide. Les troupeaux nationaux de bovins se sont reconstitués plus rapidement que ceux du petit bétail, mais leur répartition est devenue inégale. Un grand nombre d'élevages se trouvent maintenant dans les préfectures du nord-est telles que celles d'Umutara, car les anciens réfugiés rapatriés de la République-Unie de Tanzanie et de l'Ouganda sont rentrés au pays avec de grands troupeaux. Les bovins de l'Umutara produisent actuellement une grande partie du lait et de la viande commercialisés au Rwanda.

6. La **politique de développement national** du Rwanda privilégie la préservation d'un climat de paix et de sécurité, le rétablissement et le renforcement de l'unité nationale, la réinstallation et la réintégration de tous les réfugiés et des victimes du génocide, le respect du droit pour tous les réfugiés de rentrer au Rwanda, la mise en valeur des ressources humaines et le développement de l'économie nationale. Le gouvernement s'est engagé à accroître la participation de la population, à faire régner l'état de droit, à respecter les droits de l'homme et à décentraliser le processus de décision, condition essentielle au maintien d'une bonne gouvernance. Il a l'intention de s'attacher à renforcer les capacités, à faire régner la justice et appliquer la loi et à fournir des services économiques et sociaux.

7. La **stratégie agricole nationale** recense les contraintes freinant la productivité agricole ainsi que les mesures nécessaires pour y remédier. Elle prévoit la remise en état de l'infrastructure et le rétablissement des services de vulgarisation ainsi que la promotion de mesures d'intensification de la production afin d'accroître les revenus ruraux, de renforcer la sécurité alimentaire et d'encourager l'investissement privé et l'agriculture commerciale. La **politique sectorielle de l'eau et de l'assainissement** met l'accent sur la récolte des eaux de pluie lorsque c'est la seule solution possible, appuie le rôle des communes et des comités d'usagers de l'eau dans la gestion des programmes d'approvisionnement en eau, et encourage les ONG et les autres organisations à jouer un rôle moteur dans la formation des comités d'usagers de l'eau. Le coût intégral du fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau est à la charge des usagers.

B. Données d'expérience

8. L'aide accordée par le FIDA au Rwanda dans le cadre de ses projets financés par des prêts à des conditions très favorables s'élève actuellement à quelque 39 millions de USD. Il s'agit de trois projets de développement agricole et rural ainsi que d'un projet de développement de la petite et micro-entreprise, d'un projet de réinsertion des rapatriés, et d'un programme socio-sanitaire financé par un don du Programme commun avec le Fonds de survie belge. L'exécution de tous ces projets fait ressortir les difficultés liées à la faiblesse de l'administration publique, qui a perdu ses éléments les plus expérimentés durant la guerre civile. En revanche, nombre d'ONG, d'entreprises privées et de techniciens capables sont présents dans le pays.

9. Les principaux enseignements tirés sont les suivants: i) il convient de veiller tout particulièrement à mobiliser les communautés locales afin que les activités du projet soient adaptées et que les bénéficiaires soient capables d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages construits par le projet; ii) il faut que la planification prenne en compte le temps nécessaire à la mise en place d'une action de développement impulsée par les communautés et d'une participation locale réelle; iii) il faut introduire de nouvelles approches en matière de développement des techniques agricoles; iv) il est nécessaire de trouver d'autres moyens de fournir des services financiers au groupe cible pour remédier au manque d'intérêt des banques commerciales et populaires à cet égard; v) la distribution gratuite d'intrants aux ménages les plus vulnérables par les soins du Ministère de la promotion féminine donne de bons résultats et devrait être encouragée; et vi) la fourniture d'intrants aux agriculteurs ne nécessite plus l'intervention des pouvoirs publics, sauf en ce qui concerne la fourniture de matériel végétal sain et amélioré.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Rwanda

10. **Lutte contre la pauvreté.** Les événements de 1994 ont provoqué une forte recrudescence de la pauvreté au Rwanda, 70% environ de l'ensemble des ménages étant tombés au-dessous du seuil de pauvreté en 1997 contre 53% en 1993. La proportion des ménages dirigés par des femmes dans la population est passée de 21 à 34% entre 1992 et 1996. L'aggravation de la pauvreté s'est accompagnée d'une modification de sa répartition géographique. Les plus démunis en matière de services sociaux sont les préfectures du nord-est, où les populations rapatriées se sont installées sur des terres précédemment inoccupées et où une administration publique n'a été que récemment mise en place.

11. Le gouvernement considère que le développement de l'agriculture et de l'économie rurale sont essentiels au soutien de la reprise économique, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Il a élaboré une stratégie agricole visant à accroître la productivité de l'agriculture. La promotion de petites entreprises privées, le renforcement du rôle des femmes, la mise en place d'une infrastructure économique et sociale et le développement de marchés efficaces pour les produits et les services financiers sont au cœur de la stratégie de développement rural. Une déclaration de politique foncière, destinée à assurer une plus grande sécurité d'occupation et une meilleure utilisation des terres est en cours de préparation.

12. **La stratégie du FIDA au Rwanda.** La stratégie mise en œuvre par le FIDA au Rwanda est axée sur la production vivrière, la conservation et l'amélioration des sols, l'augmentation de la productivité et la décentralisation, de sorte que la planification relève des communautés qui exécuteront elles-mêmes leurs propres projets. La conception des nouveaux projets met l'accent sur la nécessité de mettre à profit les synergies potentielles entre les projets de développement agricole et les projets de soutien à la petite entreprise. La stratégie du FIDA prend également en compte les besoins immédiats de survie des membres les plus vulnérables de son groupe cible. Les stratégies destinées à



accroître la productivité au niveau des exploitations doivent être complétées par des efforts visant à retenir, dans la mesure du possible, la valeur ajoutée agricole dans les zones rurales. Cette approche justifie l'exploration permanente de sources nouvelles et complémentaires de création de revenus en zone rurale.

13. **Les objectifs immédiats du FIDA** au Rwanda sont les suivants: i) veiller à ce que les plus pauvres aient accès aux moyens de tirer la meilleure subsistance possible de la base de ressources existante; ii) résoudre les problèmes de durabilité et de protection de l'environnement; iii) promouvoir la cohésion des communautés et la possibilité pour elles de maîtriser leur propre développement; iv) faire en sorte que l'action des fournisseurs d'infrastructures et de services sociaux soit mieux adaptée à la demande des utilisateurs finals; v) améliorer la capacité des institutions en matière de lutte contre la pauvreté; vi) fournir une assistance aux personnes les plus vulnérables pour qu'elles puissent acquérir un minimum de moyens (les femmes doivent être à la fois des bénéficiaires et des acteurs importants à cet égard); et vii) associer les ONG à l'exécution des projets ou à la fourniture des services.

14. Ces considérations d'ordre stratégique ont orienté la sélection de la zone du projet et elles ont été ultérieurement élaborées et intégrées dans la conception du projet de développement des ressources communautaires et de l'infrastructure d'Umutara.

15. **Raison d'être du projet.** La population de la préfecture d'Umutara est pauvre et la grande majorité des habitants n'ont actuellement guère de possibilités d'améliorer leur condition. Ils n'ont aucune possibilité d'émigrer vers des terres plus fertiles; ils consacrent une grande partie de leur temps et de leur énergie à des travaux improductifs tels que le ramassage de bois de feu et la corvée d'eau; ils n'ont pas accès aux mécanismes de soutien institutionnel, ni au crédit et aux services agronomiques ou vétérinaires; enfin, ils sont privés des structures locales nécessaires pour prendre en main leur propre développement. En l'absence d'intervention positive, cette situation ne peut qu'aggraver la pauvreté, la discorde sociale et la dégradation de l'environnement. À lui seul, l'État a peu de chances d'être en mesure de fournir le soutien nécessaire à l'intensification et à la stabilisation de la production végétale et animale. Les communautés devront se doter elles-mêmes d'une capacité propre pour engager un changement durable, ce qui exige un vigoureux effort de développement institutionnel, portant non seulement sur les communautés elles-mêmes mais aussi sur l'administration publique et les organisations de la société civile à tous les niveaux. Il y a donc toute latitude pour que l'intervention du FIDA dans la préfecture d'Umutara s'organise dans le cadre d'une approche novatrice de la gestion des projets, qui encourage le développement communautaire, la mobilisation des ressources publiques et privées et de celles des ONG, ainsi que l'amélioration des conditions de vie en veillant au respect de l'environnement.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

16. Le projet couvrira l'ensemble de la préfecture d'Umutara à l'exception des communes où d'autres donateurs fournissent actuellement une assistance au développement (Kagitumba, Kahi, Muvumba et Nyagatare). La zone du projet se divise en deux, d'une part les deux anciennes communes (établies bien avant 1997) et de l'autre les quatre nouvelles communes (créées en 1997). Les anciennes communes comprennent environ les deux tiers des habitants de la zone du projet, qui se consacrent principalement à des cultures végétales. Les nouvelles communes abritent un mélange d'éleveurs purs, de cultivateurs et de personnes qui pratiquent concurremment ces deux activités, mais les cultivateurs représentent 70% des ménages de ces nouvelles communes. Le régime bimodal de précipitations permet une double récolte dans les deux zones. Les principales cultures sont dans les deux zones le maïs, le sorgho, les haricots, la patate douce, la banane, le manioc et les légumes. Dans



les anciennes communes, la taille moyenne de l'exploitation est d'environ 1,5 ha, ce qui suffit à faire vivre une famille de cinq personnes. La vente de bananes et de vin de banane assure un revenu monétaire.

17. Le peuplement des nouvelles communes s'est effectué le long de la route principale qui traverse une zone de collines où la pente est moins forte que dans les anciennes communes, sur des terres relativement marginales qui étaient à l'origine une savane herbeuse au couvert arboré naturel clairsemé. Les agriculteurs ont reçu des parcelles de 2,5 à 3 ha qui ne sont pas encore pleinement mises en valeur. Les bananeraies, en particulier, commencent tout juste à sortir du sol. Pour être viable, l'agriculture exige dans cette région d'urgentes mesures de conservation des sols. Les pâturages de la région, qui sont de qualité très médiocre, manifestent des signes évidents de dégradation après quelques années de surpâturage. Les éleveurs, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, possédant plus de 50 têtes de bovins ont reçu des parcelles de 25 ha dans les zones les plus fertiles qui se trouvent dans la partie occupée par de grandes vallées alluviales et des zones vallonnées couvertes par une savane très boisée et dotées de bonnes ressources pastorales, mais très infestées par la mouche tsé-tsé.

18. Deux cent cinquante mille personnes environ (52 500 ménages) vivent dans la zone du projet. Vingt-trois pour cent seulement de ces ménages ont accès à de l'eau salubre. Les autres utilisent les eaux stagnantes ou sont obligées d'acheter de l'eau en bidon à un prix exorbitant. Les humains boivent aussi l'eau de mares et de réservoirs de barrage utilisée par le bétail. Le manque d'eau a causé la perte de 30 000 têtes de bovins en 1997. En dehors de la route principale, seules quelques rares pistes, construites à l'origine pour le personnel et les visiteurs du parc, traversent le territoire des nouvelles communes.

19. **Le groupe cible.** Les évaluations rurales participatives entreprises avant la formulation du projet ont permis de classer les ménages dans quatre catégories: les riches, les moyens, les pauvres et les vulnérables. Dans toutes les communes de la zone d'intervention du projet, la situation des ménages "moyens" a tendance à rejoindre celle des "pauvres", qui subsistent bien au-dessous du seuil de pauvreté. Par conséquent, les groupes ciblés par le projet comprendront tous les ménages à l'exception des riches, qui ne représentent qu'une faible minorité des ménages (3%). Alors qu'une grande partie des ménages pauvres et moyens ont la capacité (sous forme d'un minimum de moyens et de main-d'œuvre) de participer aux activités du projet, la plupart des ménages vulnérables ont le potentiel voulu mais manquent du minimum des moyens requis, en dehors de la terre, pour acquérir la base qui leur permettrait de participer dans des conditions d'égalité relative aux activités du projet. Le projet envisage des mesures spéciales pour remédier à cet état de choses. Le groupe cible du projet comprendra donc tous les ménages moyens, pauvres et vulnérables, soit au total 50 400 ménages, dont environ 12 000 sont vulnérables (il s'agit principalement de ménages dirigés par des femmes).

B. Objectifs du projet

20. La conception du projet met l'accent sur la participation de la population, le développement communautaire et le soutien des organisations de base qui sont considérés comme les vecteurs les plus importants d'une amélioration de la gouvernance dans la région, elle-même nécessaire à l'amélioration des conditions de vie générales et des rapports sociaux. Le projet est axé sur le développement institutionnel qui doit déclencher un processus équitable de développement économique et humain compatible avec la mobilisation durable et l'utilisation efficace des ressources humaines et naturelles. À cette fin, il mettra en œuvre trois modalités d'exécution: la planification des activités à partir de la base; la fourniture des services à partir du sommet; et l'évaluation participative des services fournis (exigence de responsabilité). Le projet tire ainsi parti de la réflexion politique récente du gouvernement.



21. Les objectifs spécifiques du projet seront les suivants: i) mettre en place des processus destinés à renforcer la maîtrise communautaire du développement et des services nécessaires à cet effet; ii) fournir de l'eau salubre à la majorité des ménages de la préfecture et construire des routes pour désenclaver les communautés isolées; iii) améliorer la sécurité alimentaire des ménages par l'intensification de la production agricole grâce à l'introduction de semences améliorées, d'essences fruitières, de mesures de conservation des sols, d'apports d'engrais minéraux et autres traitements du sol; iv) assurer la pérennité de l'activité agricole par une amélioration des pratiques culturales et pastorales; v) accroître le revenu monétaire des ménages par le soutien d'activités génératrices de revenus et l'octroi de crédits pour financer le stockage des récoltes; vi) assurer une amélioration durable de l'environnement par une réduction de la dépendance à l'égard du bois de feu et par l'initiation des ménages à la gestion des parcelles boisées et à l'agroforesterie; et vii) encourager les organisations de la société civile à œuvrer pour un développement décidé et réalisé au niveau communautaire. Les femmes seront les principales participantes aux activités du projet et elles en seront aussi les premières bénéficiaires.

22. Le gouvernement étant en principe le fournisseur en dernier ressort, les ONG auront un rôle essentiel à jouer dans la réalisation du projet. Celle-ci repose donc sur une distinction entre les volets planification, régulation, livraison et financement des services prévus. Toutes les prestations de services que le secteur privé ou les ONG peuvent fournir plus efficacement seront externalisées. Cinq ONG internationales intervenant au Rwanda ont proposé de cofinancer le projet et de jouer un rôle important dans la formation du personnel de l'administration publique et des ONG nationales, ainsi que dans l'appui à leurs opérations pour veiller à ce que la formation institutionnalisée soit efficace.

23. Le projet mettra à profit le mécanisme flexible de financement de façon à pouvoir adapter l'approche mise en œuvre pour faire face à tout problème imprévu qui pourrait se poser. Les prestataires de services (services techniques de l'État ou ONG) exécuteront chaque sous-composante du projet en vertu d'un contrat de services passé avec celui-ci. Un atelier d'évaluation participative se tiendra chaque année pour évaluer la performance des prestataires de services ainsi que celle des communautés participant à l'exécution de chaque sous-composante. Au cours de ces ateliers, des représentants des comités de développement communautaire, des groupements d'agriculteurs, des prestataires de services et de l'unité de coordination du projet (UCP) examineront les services fournis, du point de vue qualitatif et quantitatif, ainsi que la performance des communautés.

C. Composantes

24. Le projet se structure en cinq grandes composantes: renforcement des capacités; développement de l'infrastructure; investissement productif au niveau des exploitations; services financiers; et soutien institutionnel.²

Renforcement des capacités

25. Cette composante se divise en deux sous-composantes: développement communautaire et femmes dans le développement.

26. **Le développement communautaire.** Cette sous-composante du projet apportera un appui à un grand programme de formation et de soutien technique ayant pour objet: i) de permettre aux comités de développement communautaire et aux groupements de bénéficiaires de contribuer à la planification des activités du projet et à leur exécution sur le terrain; et ii) de donner la possibilité aux fournisseurs de services publics aux niveaux aussi bien de la préfecture que de la commune, ainsi qu'aux ONG prestataires de services, de remplir leur fonction avec efficacité. La formation revêtira la forme de cours structurés ou d'une formation en cours d'emploi grâce à l'appui apporté aux activités du

² Chacune de ces composantes fait l'objet d'une description plus détaillée à l'appendice IV.



prestataire de services. Le projet fournira aussi des locaux et du matériel de bureau aux niveaux du secteur, de la commune et de la préfecture. En outre, il mettra à disposition du matériel de transport et prendra en charge les dépenses de fonctionnement ainsi que le coût direct des activités de formation et d'appui technique.

27. Le projet financera aussi un appui aux activités de deux organes de l'administration centrale dans la préfecture d'Umutara: le Ministère de l'environnement, qui surveillera l'impact des activités du projet sur l'environnement, et la Commission de l'unité nationale et de la réconciliation.

28. **Les femmes dans le développement.** Outre qu'il assurera la participation active des femmes rurales aux activités agricoles prévues, le projet encouragera les activités créatrices d'équipements et de revenus au profit des femmes. Il construira, meublera et équipera une maison des femmes dans chaque commune et mettra des moyens de transport et du matériel à la disposition de l'unité préfectorale du Ministère de la promotion féminine. Les ONG nationales participant au projet formeront le personnel du ministère et travailleront avec lui au niveau communal; elles faciliteront la formation des groupes féminins et dispenseront une formation aux comités de groupes féminins. Le projet apportera un appui à un vaste programme d'alphabétisation fonctionnelle visant quelque 7 000 femmes et enfants chefs de ménages.

Développement de l'infrastructure

29. Cette composante se divise en trois sous-composantes: approvisionnement en eau des ménages, points d'eau pour le bétail et routes rurales.

30. **Approvisionnement en eau des ménages.** Cette sous-composante a pour objectif d'améliorer de façon durable l'alimentation en eau salubre et de dispenser une éducation en hygiène à environ 27 500 ménages. Le projet financera une étude de faisabilité sur l'alimentation en eau par gravité à partir de sources situées dans la préfecture de Byumba. En outre, il financera les systèmes suivants d'alimentation en eau des ménages: i) systèmes d'alimentation par gravité; ii) systèmes de forage; et iii) systèmes de captage des eaux de pluie ruisselant des toits. Il sera demandé aux bénéficiaires de contribuer à la prise en charge des dépenses de construction, y compris la main-d'œuvre. Dans le cas des forages, ils devront acquérir des pompes manuelles. La gestion et l'entretien des forages relèvera des comités d'usagers de l'eau.

31. **Points d'eau pour le bétail.** Le projet aidera le Gouvernement rwandais à trouver des solutions durables pour l'abreuvement des animaux dans la zone du projet. Une étude aura pour objet de déterminer les meilleures solutions techniques. Un plan-cadre des points d'eau sera établi de manière à assurer un équilibre raisonnable entre l'eau, le fourrage et le nombre d'animaux présents dans la zone. Le projet: i) fournira une assistance technique pour l'établissement du plan-cadre et la création d'associations d'usagers des points d'eau; ii) financera les dépenses de transport et les frais connexes; et iii) apportera une dotation forfaitaire d'environ 600 000 USD pour l'aménagement de points d'eau.

32. **Routes rurales.** Le projet construira 300 km de routes reliant les exploitations aux marchés afin que chaque ménage et chaque communauté agricole ait accès à une route praticable en toute saison dans un rayon maximum de 5 km. La construction et l'entretien de ces routes incombera au Ministère des travaux publics. La construction, le revêtement et l'entretien des routes fera appel à un équipement mécanisé, tandis que l'entretien des canaux de drainage, des ponceaux et des ponts reviendra à la main-d'œuvre communautaire.

Investissement productif au niveau des exploitations

33. L'appui aux activités d'investissement au niveau des exploitations sera organisé dans le cadre du développement communautaire et spécifié dans les fonds de développement communautaire. Cette composante se divise en quatre sous-composantes: i) services consultatifs techniques; ii) production agricole; iii) services de santé animale; et iv) environnement et foresterie.

34. **Services consultatifs techniques.** Le projet fera appel à des méthodes participatives pour diagnostiquer les problèmes rencontrés par les agriculteurs dans la zone du projet. Un contrat sera passé avec l'Institut national de la recherche agricole (ISAR) et la Direction des services agricoles (DRSA) de la préfecture d'Umutara pour la réalisation de cette sous-composante. Le projet apportera un appui à la remise en état de la station de recherche de l'ISAR dans l'Umutara, ainsi que pour le paiement des salaires et des indemnités du personnel de recherche supplémentaire, et l'achat de matériel et d'outillage de recherche. Il prendra aussi en charge la construction du bureau de la DRSA à Nyagatare, les dépenses d'équipement du bureau, de transport et des frais annexes du personnel technique de la DRSA et des agronomes, ainsi que des vétérinaires et des forestiers de la commune. Le projet appuiera les services d'une ONG internationale qui formera le personnel de l'ISAR et de la DRSA aux méthodes participatives de détection des problèmes rencontrés par les agriculteurs, tiendra des sessions annuelles de recyclage et fournira une assistance technique et une formation en cours d'emploi. Les agriculteurs participant à l'essai des techniques sur leur exploitation investiront leurs ressources propres, à l'exception du matériel spécialisé non disponible dans la zone du projet.

35. **Services relatifs à la production agricole.** Le projet stimulera le développement d'un marché des semences améliorées et des engrais dans la zone du projet et distribuera des lots de relance de la production agricole aux ménages vulnérables.

- **Centres de multiplication des semences et de commercialisation des engrais.** Le projet construira l'infrastructure nécessaire à six centres de multiplication de semences améliorées dans chaque commune; dispensera une formation aux groupements d'agriculteurs et fournira un fonds de roulement initial pour la commercialisation des engrais. Les semences améliorées produites seront certifiées par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRI) et leur vente sous étiquetage exact sera encouragée. Les commerçants privés et les groupements d'agriculteurs pourraient développer cette activité avec le soutien financier du système de fonds rotatifs de groupe (FRG) du projet.
- **Lots de relance de la production agricole destinés aux ménages vulnérables et très pauvres.** Le projet procédera à la distribution intégralement subventionnée de 12 000 lots d'intrants de base, suffisants pour fournir aux ménages ciblés le minimum de moyens requis pour atteindre un niveau de production viable. Chaque lot comprendra: des semences améliorées (maïs et haricots), des engrais, des plants d'essences forestières/fourragères et des plants d'essences fruitières.

36. **Services de santé animale et de production.** Un programme paravétérinaire portant sur le petit bétail sera lancé à l'intention des jeunes des communautés, et notamment des femmes. Le département vétérinaire du Ministère de l'agriculture sera le prestataire général de services pour cette activité, qui bénéficiera d'activités de formation et d'appui technique d'ONG internationales. Le projet appuiera la formation du personnel paravétérinaire et la création d'un FRG pour les vaccins et les produits consommables; il prendra aussi en charge le transport et les dépenses courantes.

37. **Amélioration des pratiques et techniques d'élevage.** Au cours de sa première phase, le projet appuiera la DRSA et l'ISAR en entreprenant une série d'essais et de démonstrations au niveau des exploitations sur la production et la conservation des cultures fourragères et l'amélioration des pâturages. Durant la deuxième phase, l'effort de recherche et de développement portera, entre autres



thèmes, sur les problèmes de production animale, la production et la conservation du fourrage, l'introduction de techniques d'élevage améliorées, l'amélioration génétique ainsi que la collecte et le traitement améliorés du fumier.

38. Deux autres activités seront financées au titre de cette sous-composante: i) la construction d'installations pilotes simples sur deux nouveaux marchés au bétail en vue de promouvoir la vente d'animaux au poids (chaque marché sera géré par une instance faîtière composée d'associations d'usagers des points d'eau); et ii) la construction d'un centre de formation à Murambi où seront expérimentés des chariots à bœufs et du matériel de désherbage à traction animale adaptés aux conditions locales, et où seront dressés les animaux en vue de répondre à la demande des agriculteurs.

39. **Environnement et foresterie.** Au titre de la composante renforcement des capacités, le projet financera une étude annuelle d'impact sur l'environnement des activités appuyées par le projet, confiée au Ministère de l'environnement qui la sous-traitera à des consultants spécialisés.

40. **Foresterie.** Le projet appuiera un programme forestier consistant: i) à financer la plantation de 400 ha de parcelles boisées communales dans chaque commune, soit au total 2 400 ha, et la distribution de plants aux ménages vulnérables, qui pourront ainsi planter l'équivalent de 1 200 ha; et ii) à apporter un appui à la création de 40 pépinières privées, par des actions de formation, par la création de plantations communales et par la distribution de lots d'intrants. Les forestiers de la DRSA en poste dans les communes géreront les plantations communales. Les agriculteurs utiliseront l'outillage fourni par le projet et recevront un salaire pour leur travail de plantation.

Services financiers

41. Le projet apportera un appui au développement de services financiers viables dans les communautés. Des subventions d'accompagnement équivalant aux montants déposés sur un compte bancaire seront accordés aux groupes d'agriculteurs et aux groupes de femmes pour leur permettre de créer des FRG qui accorderont des crédits à court terme aux membres des groupes. Les demandes de subventions d'accompagnement émanant des FRG seront transmises à l'unité de coordination du projet par les soins d'un service de conseillers assuré par une ONG internationale. Le projet pourra recapitaliser chaque FRG trois fois au moyen de subventions d'accompagnement correspondant à de nouveaux dépôts, à condition que les emprunteurs aient remboursé intégralement leurs emprunts et réglé la commission de 10% perçue sur les sommes prêtées. Les FRG accorderont des crédits à des fins de production et de commercialisation. En temps utile, ils seront encouragés à diversifier les produits proposés à leurs membres, à fixer eux-mêmes les taux d'intérêt, à instaurer un rapport plus complexe avec les banques commerciales et finalement à accéder au rang d'associations de services financiers ruraux au plein sens du terme.

42. Le projet mettra en outre à la disposition de chaque cellule une subvention d'accompagnement distincte, pouvant atteindre un montant maximal de 500 USD par an pendant trois ans, afin d'ouvrir dans le cadre du fonds de développement communautaire un guichet de financement des investissements féminins. Cette subvention couvrira 50% du coût du matériel nécessaire à des projets générateurs de revenus proposés par les groupes de femmes. La subvention d'accompagnement du fonds de financement des investissements féminins constituera une subvention pure et simple aux investissements fixes et ne sera donc pas remboursable à leurs FRG.

Appui institutionnel

43. Cette composante financera deux activités: i) l'appui à l'unité de coordination du projet; et ii) la facilitation de l'exécution des projets du FIDA en cours.

44. **Unité de coordination du projet (UCP).** Le projet établira une UCP, dont le siège sera situé à Nyagatare, chef-lieu de la préfecture d'Umutara. L'UCP centralisera les plans des différents prestataires de services participant à l'exécution des composantes du projet. Elle aura trois missions principales: i) gérer les fonds du projet; ii) passer des contrats avec les prestataires de services pour l'exécution des composantes du projet; et iii) suivre les performances des prestataires de services et évaluer les résultats de leurs activités. Le projet financera la construction de locaux à usage de bureau pour l'UCP et de logement pour le personnel, et prendra en charge les salaires et indemnités du personnel de l'UCP, les dépenses de transport et frais annexes, ainsi que la formation du personnel et les ateliers d'examen et d'évaluation concernant le projet.

45. **Unité de facilitation des projets du FIDA.** Un coordonnateur national sera désigné pour aider les ministères de tutelle participant à l'exécution de projets financés par le FIDA. Pendant la durée du projet, un financement couvrira les traitements i) du coordonnateur de l'exécution, cadre rwandais ayant l'expérience de l'administration nationale et des procédures du FIDA, qui sera recruté dans le secteur privé; ii) d'un secrétaire; iii) d'un chauffeur; ainsi que iv) l'achat d'un véhicule; et v) les dépenses de fonctionnement. Le projet passera aussi un contrat de services prioritaires avec un cabinet local d'experts comptables/audit qui aura pour mandat de fournir aux projets du FIDA un appui pour les questions financières, comptables et d'audit.

D. Coûts et financement du projet

46. Le coût total du projet pour une durée de dix ans est estimé à 32,9 millions de USD (16,2 milliards de RWF), y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers. Le résumé des coûts du projet par composante est présenté dans le tableau 1. Les dépenses en devises représentent 35% du coût total du projet.

TABEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Renforcement des capacités	4 556,8	2 247,7	6 804,4	33	22
B. Infrastructures rurales	5 712,8	6 052,9	11 765,7	51	38
C. Soutien de l'investissement au niveau des exploitations	3 664,1	1 379,9	5 044,0	27	16
D. Services financiers	3 433,1	106,3	3 539,4	3	12
E. Gestion du projet	2 526,2	931,8	3 458,0	27	11
Total des coûts de base	19 892,9	10 718,6	30 611,5	35	100
Provision pour aléas d'exécution	376,2	142,6	518,8	27	2
Provision pour aléas financiers	1 183,2	563,3	1 746,6	32	6
Total des coûts du projet	21 452,4	11 424,6	32 876,9	35	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

47. Le projet sera cofinancé par le FIDA, le Fonds de développement de l'OPEP, le Gouvernement rwandais, cinq ONG internationales et les bénéficiaires. Le FIDA accordera un prêt de 16 millions de USD (49% du coût total du projet) au titre du mécanisme flexible de financement. L'OPEP a déjà engagé 10 millions de USD (30%); les cinq ONG apporteront 2,3 millions de USD (7%); le Gouvernement rwandais 3,2 millions de USD (10%); et les bénéficiaires 1,6 million de USD (5%). À la remise du rapport d'évaluation prospective, les ONG internationales signeront une lettre d'intention confirmant leur contribution.

Le plan de financement proposé est présenté dans le tableau 2.

TABEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		OPEP		ONG		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Renforcement des capacités	4 505,0	61,4	-	-	2 336,2	31,8	-	-	494,6	6,7	7 335,7	22,3	2 413,7	4 563,3	358,6
B. Infrastructures rurales	808,8	6,4	9 832,0	78,3	-	-	323,5	2,6	1 599,6	12,7	12 564,0	38,2	6 377,2	4 634,8	1 552,0
C. Soutien de l'investissement au niveau des exploitations	5 115,8	92,7	-	-	-	-	38,0	0,7	362,4	6,6	5 516,3	16,8	1 487,5	3 725,3	303,5
D. Services financiers	2 443,6	67,3	-	-	-	-	1 188,8	32,7	0,0	-	3 632,3	11,0	114,4	3 517,9	-
E. Gestion du projet	3 054,2	79,8	-	-	-	-	-	-	774,5	20,2	3 828,7	11,6	1 031,7	2 169,1	627,9
Décaissement total	15 927,4	48,4	9 832,0	29,9	2 336,2	7,1	1 550,3	4,7	3 231,1	9,8	32 876,9	100,0	11 424,6	18 610,4	2 842,0

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

48. **Passation des marchés.** La responsabilité générale de la passation des contrats concernant les prestations de services et l'achat des autres biens et services requis incombera à l'UCP, conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés. Le gouvernement remettra au FIDA une lettre indiquant son intention de prendre à sa charge tous droits et taxes sur les biens importés et les services acquis dans le cadre du projet. Le gouvernement assumera le règlement de la taxe à la valeur ajoutée et de toutes les redevances sociales sur les fonds de contrepartie qu'il est censé fournir. Le personnel salarié devra acquitter l'impôt sur le revenu exigible conformément à la législation en vigueur au Rwanda. Les marchés de travaux de génie civil relatifs à la construction des systèmes d'approvisionnement en eau et à l'achat des véhicules et du matériel seront passés par appel d'offres international. Dans la mesure du possible, l'achat des véhicules et du matériel se fera par lots de manière à obtenir les meilleurs prix possibles. Les contrats intéressant les ONG nationales et les marchés relatifs à la construction de locaux, à l'achat d'intrants (semences et engrais) et au recrutement du personnel du projet seront passés par appel d'offres national.

49. **Décaissements.** L'UCP ouvrira et administrera un compte spécial en USD auprès d'une banque commerciale agréée par le FIDA, conformément aux directives de celui-ci. Le crédit autorisé est de 1 million de USD. À la demande des signataires désignés par le gouvernement, le FIDA déposera 1 million de USD sur le compte spécial. Toutes les dépenses inférieures à 20 000 USD seront réglées par prélèvement sur le compte spécial. Les dépenses dépassant cette somme pourront être réglées par prélèvement sur le compte spécial ou par versement direct du FIDA. À l'exception de celles qui ne dépasseront pas 20 000 USD, pour lesquelles un état de dépenses sera utilisé, toutes les dépenses se feront sur présentation de pièces justificatives complètes. Tous les documents présentés pour le remboursement seront contrôlés par le cabinet d'experts comptables recruté par l'unité de facilitation avant d'être présentés au gouvernement. Des exemplaires de ces documents seront conservés au bureau de l'unité de facilitation et tenus à la disposition des commissaires aux comptes et des missions de supervision du FIDA.

50. **Comptabilité, rapports et vérification des comptes.** Le contrôleur financier sera responsable de la tenue des comptes du projet conformément aux pratiques établies et agréées par le FIDA. Il remettra des rapports financiers annuels et bisannuels. Les comptes du projet seront soumis à une

vérification annuelle indépendante. Les commissaires aux comptes, recrutés par l'unité de facilitation certifieront les comptes et présenteront dans leur rapport un avis séparé sur les états de dépenses et sur l'utilisation du compte spécial et des comptes du projet.

51. Tous les documents présentés par les prestataires de services en vue d'obtenir un paiement de l'UCP seront contrôlés par le contrôleur financier de l'UCP et vérifiés par les consultants en service de gestion recrutés par l'unité de facilitation avant d'être présentés au FIDA et aux institutions coopérantes. Dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice financier du projet, le coordonnateur du projet présentera aux commissaires aux comptes un état annuel des sources et emplois de fonds concernant les dépenses du projet. Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier, le coordonnateur du projet présentera le rapport des commissaires aux comptes au Ministère des finances et au FIDA.

F. Organisation et gestion

52. Aux termes des arrangements envisagés, l'UCP ne gèrera pas les activités spécifiques du projet, mais fournira des biens et des financements aux prestataires de services dans le cadre de contrats renouvelables spécifiques, suivra leurs performances, les conseillera, les aidera à résoudre les problèmes, et coordonnera l'évaluation de leurs performances par les utilisateurs finals. Pour mener à bien ces tâches, l'UCP bénéficiera de l'assistance de deux comités directeurs, l'un au niveau national, l'autre au niveau préfectoral. Les comités directeurs comprendront des représentants des ONG prestataires de services et des bénéficiaires du projet. Le Ministère des finances et de la planification économique sera l'organe d'exécution du projet. Chaque ONG internationale signera un accord avec l'UCP par lequel elle s'engagera à assurer les services spécifiques envisagés dans le projet et à fournir sa propre part financée de ces services. En contrepartie, l'UCP prendra à sa charge les dépenses de fonctionnement des activités correspondantes. Les accords seront négociés pour une durée de trois ans, renouvelables deux fois pour une durée supplémentaire de trois ans. Les ONG internationales seront soumises à la même procédure d'évaluation de la performance que les autres prestataires de services du projet.

53. Plusieurs ministères, aux niveaux central et préfectoral, et deux organes de l'administration centrale participeront à l'exécution du projet en tant que prestataires de services, aux côtés du comité de développement de la commune et de la cellule ainsi que des ONG internationales et nationales.

54. Chaque prestataire de services soumettra à l'approbation de l'UCP un plan de trois ans relatif aux services qu'il assurera dans le cadre du projet. L'UCP signera des accords de prestation de services avec tous les prestataires sur la base de ce plan trisannuel et engagera chaque année les fonds prévus dans le plan de travail et budget annuel (PTBA). L'UCP engagera les fonds pour chaque année couverte par le plan de prestation de services sous réserve de la bonne performance du prestataire lors du PTBA précédent. La poursuite de l'appui apporté au projet sera confirmée lors d'ateliers annuels d'évaluation participative. Les ONG nationales et les entreprises privées qui fourniront des biens et services dans le cadre du projet bénéficieront d'un financement intégral et seront donc soumis aux procédures de passation des marchés agréées par le FIDA.

G. Justification économique

55. **Avantages et bénéficiaires.** Le projet engendrera des avantages à la fois matériels et immatériels. L'amélioration de la gouvernance, par exemple, qui est l'un des objectifs fondamentaux du projet, est un avantage immatériel. Les activités de développement des institutions et l'approche par les projets créeront une nouvelle culture de l'organisation à tous les niveaux de l'administration publique ainsi que dans l'ensemble de la population. Ce processus conduira à un resserrement des liens entre la population et l'administration publique, mettra à la disposition de l'administration publique des moyens et de nouvelles méthodes de travail, accélérera la réconciliation sociale et renforcera l'unité nationale.



56. La sous-composante du projet portant sur l'approvisionnement en eau des ménages bénéficiera à 27 500 ménages environ. La sous-composante routes de desserte satisfera 60% des besoins estimatifs totaux en assurant que chaque exploitation agricole ne se trouve pas à plus de 5 km d'une route reliée au réseau routier national. Environ 30 000 ménages bénéficieront de l'abaissement des coûts du transport des personnes, des marchandises, du matériel, des intrants et des produits ainsi que de l'amélioration de la circulation de l'information. Ces avantages contribueront à réduire les défaillances du marché dans la zone du projet, grâce en particulier à un renforcement de la concurrence et à un meilleur partage de l'information. La sous-composante points d'eau pour le bétail profitera à la plupart des propriétaires de bétail, c'est-à-dire environ 4 400 ménages de pasteurs et d'agropasteurs des nouvelles communes. L'impact sur l'état des troupeaux et des pâturages sera considérable. L'existence de points d'eau dissuadera les pasteurs d'empiéter sur le parc national, réduira le risque de transmission des maladies animales de la faune sauvage et facilitera grandement la gestion du parc national.

57. Le projet permettra de faire passer l'utilisation des intrants en culture sèche à un niveau d'intensité moyenne, diffusera l'utilisation des pratiques de conservation des sols et introduira des méthodes plus productives de conduite des élevages. L'augmentation de la production donnera à la population de la zone du projet des moyens de subsistance durables, ce qui sera un avantage important aussi bien pour la population locale que pour l'économie nationale. Les avantages apportés par la sous-composante services consultatifs techniques concernera tous les agriculteurs collaborant au processus de diagnostic participatif ainsi qu'à l'essai et à l'application des innovations, possibilité qui est offerte à tous les membres du groupe cible qui seront volontaires.

58. La distribution de lots de relance de la production agricole améliorera le potentiel de production de 12 000 ménages très pauvres et vulnérables qui recueilleront les avantages immédiats de la fourniture gratuite d'intrants et accroîtront suffisamment leur production pour continuer à utiliser durablement une partie au moins des lots d'intrants. Les avantages apportés par les centres de multiplication des semences s'étendront progressivement à quelque 9 000 agriculteurs de la préfecture d'Umutara, ce qui stimulera la production vivrière et améliorera la sécurité alimentaire des ménages.

59. Le système des FRG est destiné à répondre aux besoins de toutes les cellules des six communes. Il facilitera l'achat des intrants agricoles et permettra de mieux stocker les produits et par conséquent de mieux les vendre, ce qui améliorera le rapport de force entre les agriculteurs et les commerçants et permettra aux premiers d'augmenter leurs revenus monétaires. Le guichet prévu pour les investissements féminins permettra aux groupes de femmes d'acheter du petit matériel pour des projets générateurs de revenus, en particulier des moulins à grain, qui apporteront un profit financier aux membres du groupe et allégeront la tâche de toutes les clientes des moulins, qu'elles soient membres ou non du groupe.

60. La sous-composante services de santé animale profitera à tous les propriétaires de bétail de la zone du projet, et plus particulièrement aux ménages de pasteurs et à ceux qui pratiquent une agriculture mixte dans les nouvelles communes. La couverture du petit bétail par le programme de vaccination profitera aussi à un grand nombre de ménages dont l'activité dominante est l'agriculture, en particulier les femmes. La sous-composante foresterie contribuera à atténuer la pénurie de plus en plus aiguë de bois de feu et de construction, à lancer un nombre suffisant de fournisseurs privés et à développer un marché pour les plants d'essences fourragères, forestières et fruitières parmi les agriculteurs de la zone du projet.

H. Risques

61. Les risques que la performance du projet ne soit pas optimale sont liés i) au fonctionnement des arrangements envisagés en matière d'organisation et de gestion; ii) à la réaction de la population face à la difficulté d'adopter de nouvelles technologies agricoles et pastorales orientées vers la conservation de l'environnement; iii) à la capacité des associations d'usagers de respecter leur engagement d'entretenir les équipements qui leur ont été confiés; iv) à la capacité et à la bonne volonté de la population de mobiliser des ressources afin de devenir des partenaires du projet grâce à la politique des subventions de contrepartie et à assurer la pérennité des FRG; v) au consentement de l'administration publique à appliquer en pratique et de façon permanente la politique des accords de services renouvelables; et vi) à la capacité de l'UCP à administrer le projet avec le style de gestion voulu. Le projet est conçu de façon à atténuer ces risques autant que faire se peut. Des renseignements plus détaillés sont fournis dans les sections pertinentes du texte.

I. Impact sur l'environnement

62. Une étude d'environnement achevée avant la mission de formulation du projet a classé le projet envisagé dans la catégorie A, en raison de la fragilité et de l'état de dégradation des ressources naturelles. Le FIDA a ensuite procédé à trois autres études d'impact dans la zone du projet avant de formuler le projet. Une longue liste de recommandations destinées à guider la formulation du projet figurent dans le document intitulé "Proactive Assessment of Investment Options" (Évaluation proactive des options d'investissement). Ces recommandations ont été dûment prises en compte avant et pendant l'évaluation prospective. Des renseignements détaillés figurent à l'annexe VI³.

J. Aspects novateurs

63. La conception du projet repose sur une approche novatrice de l'organisation et de la gestion des projets qui est fondée sur le développement des institutions de base et sur l'application du principe de subsidiarité à la répartition des ressources et des responsabilités. Elle distingue en outre entre les différents éléments des prestations de services: programmation, régulation, exécution et financement. Plus précisément, le projet vise à susciter des changements de mentalité dans l'administration publique et dans les organisations populaires, et fait par conséquent une place importante à la formation et au renforcement des capacités. Elle est aussi axée sur l'appui aux prestataires de services de manière à améliorer leurs performances. Le projet aidera les comités de développement communautaires ainsi que les groupes d'agriculteurs et de femmes à jouer un rôle moteur dans le développement et la conservation des ressources nationales, en partenariat avec les autorités centrales et locales. Il institutionnalisera en outre l'exigence de responsabilité des prestataires de services tant publics que privés, vis-à-vis des utilisateurs finals de ces services.

64. L'approche retenue par le projet correspond donc à la stratégie générale du FIDA qui consiste à rechercher les moyens de rendre les groupes cibles plus autonomes et de renforcer leur participation proactive au processus de développement. Elle rejoint aussi le souci manifesté par le FIDA d'améliorer la gouvernance dans les zones rurales des pays en développement de façon à encourager le développement économique et humain des populations marginalisées dans un contexte politique sain. La conception du projet met en outre l'accent sur la contribution des bénéficiaires à la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution du projet de façon à créer des partenariats effectifs entre la population et les administrateurs publics, et à améliorer la viabilité financière des initiatives de développement. Enfin, les arrangements de cofinancement comprennent une importante

³ Pour des renseignements supplémentaires, voir l'appendice VI.

contribution des ONG internationales, qui ont accepté d'assumer la responsabilité de la formation et de l'appui technique des autres prestataires de services, en prenant à leur charge la majeure partie du coût de ces activités.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

65. Un accord de prêt entre la République rwandaise et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

66. La République rwandaise est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

67. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

68. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République rwandaise un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (11 900 000 DTS) venant à échéance le 1 janvier 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan



RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 7 avril 2000)

1. Le Gouvernement de la République Rwandaise (le Gouvernement) met à la disposition de l'agent principal du projet les fonds du prêt conformément aux dispositions des Programmes de travail et budget annuels (PTBA) et aux procédures nationales habituelles pour l'assistance au développement aux fins d'exécuter le projet.
2. Outre les fonds provenant du prêt, et quand cela s'avère nécessaire, le Gouvernement met à la disposition de l'agent principal du projet des fonds, facilités, services et autres ressources pour exécuter le projet ainsi que des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant en FRW à 3 231 000 USD conformément à ses procédures nationales habituelles en matière d'assistance au développement.
3. À cet effet, le Gouvernement effectue, chaque année trimestriellement au cours de la première phase, sur le Compte de projet un dépôt des fonds représentant sa contrepartie, hors taxes et droits de douanes sur les biens importés, pour un montant global en FRW équivalant à 140 000 USD. Pour les phases suivantes, le Gouvernement reconstituera annuellement le Compte de projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils seront prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considérée. Les fonds de contrepartie seront inscrits au Programme d'investissement public (PIP). Le Gouvernement s'assure, également, que les fonds provenant du prêt OPEP sont mis à la disposition de l'Unité de coordination du projet (UCP) conformément aux dispositions des PTBA.
4. Le projet sera divisé en trois phases distinctes, conformément aux objectifs du Mécanisme flexible de financement (MFF). Le passage d'une phase à l'autre sera conditionné par la satisfaction d'un certain nombre de conditions dont l'effet sera de déclencher le démarrage de la phase suivante. À la fin de la Phase I, le Gouvernement, des représentants des communautés, l'OPEP, le Consortium, et le FIDA évalueront les réalisations du projet et feront des recommandations pour le passage à la Phase II ou la clôture du projet. La décision finale du passage de la Phase I à la Phase II appartient au FIDA, après concertation avec les parties concernées.

Phase I à Phase II

5. Les déclencheurs évalués à la fin de la première phase du projet seront les suivants:
 - a) **Composante Appui institutionnel:** i) L'UCP et les Comités de pilotage ont été établis, le personnel de l'UCP a été recruté et est opérationnel; ii) le Manuel d'exécution de projet a été rédigé et approuvé; iii) la construction des locaux destinés à l'UCP est achevée, les locaux sont meublés et équipés; iv) tous les véhicules ont été acquis; v) les contrats de prestation de services avec les entités publiques, pour l'ensemble des composantes, ont été négociés. Les performances desdits prestataires sont satisfaisantes; vi) les contrats de prestation de services avec les ONG internationales ont été négociés. Les performances desdits prestataires sont satisfaisantes; vii) les contrats de prestation de services avec les ONG locales ont été négociés. Les performances desdits prestataires sont satisfaisantes; et viii) au moins un atelier d'évaluation participative a été tenu annuellement pour l'ensemble des composantes.

ANNEXE

- b) Sous-composante Développement communautaire: i) Le personnel du gouvernement central détaché dans les préfectures et les communes, celui de l'Institut des sciences agronomique du Rwanda (ISAR) et les membres des communes, des CDC ont été sensibilisés à l'approche du projet; ii) les ONG nationales devant fournir des facilitateurs communautaires ont été formées; iii) les facilitateurs communautaires sont en place; iv) les membres d'au moins 100 CDC ont été formés; v) au moins 60 CDC ont appliqué les méthodes accélérées de recherche participative (MARP) et formulé leur Fonds de Développement Communautaire (FDC); vi) au moins 60 cellules ont établi leur FRG et formulé leur plan de développement communautaire; et vii) le Ministère chargé de l'environnement a mené deux évaluations annuelles sur l'impact environnemental des activités du projet.
- c) Sous-composante Développement féminin: i) Le personnel du Ministère chargé de la promotion de la femme au niveau communal a été nommé et formé; ii) les six centres pour femmes ont été construits et sont régulièrement utilisés; iii) l'ONG fournissant les Women In Development Service (WIDS) est en activité; iv) un groupement féminin au moins a été formé dans chacune des 60 cellules; et v) l'ONG s'occupant de l'alphabétisation fonctionnelle est nommée et au moins un tiers du programme a été exécuté (2 500 personnes formées).
- d) Sous-composante Eau potable: i) L'étude de faisabilité du système de conduite d'eau par gravité a été achevée; ii) si le résultat de l'étude est positif: le montage technique du réseau a été fait, les contrats conclus et les constructions en bonne voie d'exécution; iii) l'étude de la situation actuelle des forages dans l'Umutara a été faite et la décision au sujet du nombre et de la localisation des forages à faire et des systèmes de collecte des eaux de pluie a été prise; iv) tous les Comités de l'eau requis ont été établis pour la fourniture d'eau par conduites; v) tous les Comités de l'eau ont été établis et 100% du coût des pompes manuelles ont été payés pour les forages prévus; vi) les contrats de forage ont été attribués et au moins 50% des forages retenus par l'étude ont été équipés; vii) tous les Comités de l'eau ont été formés à la gestion et à la réparation des pompes; viii) un système commercial de distribution de pièces détachées de pompes manuelles a débuté; et ix) le contrat avec l'ONG responsable de l'implantation du système de collecte des eaux de pluie a été attribué, les artisans concernés ont été formés et au moins 1 000 maisons équipées.
- e) Sous-composante Points d'eau pour le bétail: i) Le plan directeur des points d'eau pour le bétail en Umutara a été adopté; ii) au moins la moitié des Associations d'utilisateurs des points d'eau pour le bétail (AUPEB) ont été établies et formées; iii) la gestion des barrages collinaires existants a été transférée aux AUPEB; et iv) au moins un tiers des nouveaux points d'eau ont été transférés aux AUPEB.
- f) Sous composante Routes d'accès: i) L'intégralité du programme de construction des routes d'accès a été planifiée et les contrats de construction attribués; et ii) au moins 200 km ont été commandés et les travaux sont en voie d'exécution.
- g) Sous-composante Services de conseils technologiques et sous-composante Services de production agricole: i) L'accord avec l'ISAR a été signé; ii) la station de l'ISAR à Kahi a été réhabilitée et équipée, le personnel additionnel a été recruté; iii) le personnel de la DRSA et de l'ISAR a été formé au diagnostic participatif des problèmes des paysans; iv) les réunions de diagnostic participatif ont été tenues conjointement par l'ISAR et la DRSA au moins trois fois dans environ la moitié des secteurs; v) au moins 40 tests technologiques chez les agriculteurs ont été initiés et suivis par des agronomes communaux et des techniciens de l'ISAR pour au moins deux campagnes agricoles; vi) au moins quatre centres semenciers ont été créés et fonctionnent; vii) des semences améliorées sont

ANNEXE

commercialisées à grande échelle sur le marché, leur production est certifiée par le Ministère de l'agriculture (MINAGRI); viii) l'impact des semences améliorées sur le rendement des récoltes, d'au moins trois saisons, a été vérifié par des prises de mesure sur échantillon; ix) la traction animale est utilisée pour la multiplication des semences et son impact a été évalué; x) le Ministère chargé des Affaires sociales a organisé la distribution de kits de relance productive aux ménages vulnérables, laquelle a atteint 12 000 bénéficiaires; et xi) l'évaluation de l'impact du programme de distribution a été entreprise.

- h) Sous-composante Services de santé et de production animale: i) Le programme paravétérinaire a été défini, les groupes de paysans ont été mobilisés pour la nomination des jeunes, la formation a été faite et les deux premières années d'activités ont été achevées et évaluées; ii) le service paravétérinaire a été étendu pour couvrir les petits élevages, répondant ainsi à environ 50% de la demande féminine; iii) le fonds de roulement des médicaments et des vaccins fonctionne et est maintenu correctement; iv) l'équipement du bureau vétérinaire est achevé; v) le centre de formation animale de Murambi a été construit, le contrat avec l'ONG responsable des opérations conclu et le centre est opérationnel depuis au moins deux ans; vi) tous les animaux nécessaires aux groupes de multiplication des semences ont été formés; vii) les équipements et les charrues appropriés à la zone du projet ont été testés; et viii) un programme pour tester la production et la conservation du fourrage et des techniques d'amélioration des pâturages a été formulé et des tests ont débuté dans au moins 12 sites en milieu paysan.
- i) Sous-composante Forêts: i) Tous les agents forestiers communaux ont été recrutés et formés aux activités du projet; ii) le plan directeur des forêts de la zone du projet a été élaboré; iii) chaque commune a planté et maintenu au moins 150 hectares; et iv) au moins 30 groupements de pépinières privées ont été formés et ont produit des plants nécessaires aux forêts communales et au programme de distribution aux ménages vulnérables.
- j) **Composante Services financiers:** i) Un accord avec une ONG internationale chargée d'exécuter la composante a été conclu; ii) l'ONG nationale devant fournir les Services de conseils aux fonds (Fund Advisory Services ou FAS) a été recrutée et tous les conseillers sont en place; iii) tous les FAS ont été formés; iv) au moins 40 CDC ont mobilisé chacun deux FRG, dont un destiné aux femmes, et ont reçu des subventions de contrepartie; v) les investissements féminins commencent à être utilisés; vi) tous les FRG ont été audités; et vii) l'ONG nationale fournissant les FAS a produit des rapports d'activités réguliers et a certifié les comptes des FRG en activité à temps chaque année.

Phase II à Phase III

6. Les déclencheurs évalués à la fin de la seconde phase du projet seront les suivants, sous réserve de modifications pouvant résulter des recommandations de l'examen de fin de première phase.

- a) **Composante Appui institutionnel:** i) les changements éventuellement recommandés par l'examen interphases, dans le montage et les procédures du projet, ont été mis en œuvre; et ii) tous les ateliers d'évaluation participative sont tenus, les recommandations sont discutées par le Coordonnateur du projet et sont pris en compte par l'UCP pour le renouvellement des contrats passés avec les prestataires de services.
- b) Sous-composante Développement communautaire: i) Au moins 120 CDC ont adopté les procédures du projet et les FDC et ont budgété leur FDC; ii) au moins 120 cellules ont établi leurs FRG; et iii) le Ministère chargé de l'environnement a entrepris trois évaluations annuelles sur l'impact environnemental des activités du projet.



ANNEXE

- c) Sous-composante Développement féminin: i) Au moins 120 groupements féminins sont en activité et au moins la moitié d'entre eux ont utilisé les subventions de contrepartie pour financer leurs microprojets; et ii) le programme d'alphabétisation fonctionnelle est achevé (7 000 femmes formées).
- d) Sous-composante Eau potable: i) Tous les moyens de fourniture d'eau ont été construits et tous les Comités des points d'eau ont été formés et fonctionnent; et ii) la distribution dans le commerce des pièces détachées des pompes à main s'effectue dans la région de l'Umutara.
- e) Sous-composante Points d'eau pour le bétail: i) La construction des puits et des barrages est achevée; et ii) la gestion de tous les points d'eau pour le bétail a été transférée aux AUPEB et est effectivement gérée par les associations.
- f) Sous composante Routes d'accès: Le programme des routes d'accès est achevé: 300 km ont été réceptionnés et sont maintenus de manière satisfaisante.
- g) Sous-composante Services de conseils technologiques et sous-composante Services de production agricole: i) Les deux derniers centres multiplicateurs sont opérationnels; ii) les contrôles de qualité sur les semences sont effectivement pratiqués par le MINAGRI; iii) l'impact des semences améliorées sur la production continue à faire régulièrement l'objet d'échantillonnages; iv) les paysans comprennent l'intérêt de la certification des semences, des labels commencent à être introduits; et v) les diagnostics participatifs et les tests technologiques sont régulièrement pratiqués par la DRSA et l'ISAR dans tous les projets communaux.
- h) Sous-composante Services de santé et de production animales: i) La situation de la santé animale est sous contrôle, l'unité vétérinaire de la DRSA de l'Umutara réalise des contrôles effectifs; ii) les groupes de femmes sont satisfaits par les services reçus en matière de santé animale; iii) les résultats des essais sur la production et la conservation du fourrage, ainsi que sur l'amélioration des pâturages, ont été évalués par les paysans participants aux essais, quelques disséminations volontaires de ces technologies ont été notées; iv) les deux marchés pilotes de bétail ont été achevés et transférés à la gestion des communes; v) un programme de diffusion d'informations complémentaires sur les technologies a été introduit; vi) le programme de formation animale a été évalué et les activités, même celles privatisées, ont été transférées aux groupements paysans ou liquidées; et vii) un programme pour tester de façon intensive les technologies de production animale avec les paysans et les éleveurs a été formulé et les activités de ce programme ont débuté.
- i) Sous-composante Forêts: i) Le programme de plantation des communes est achevé; et ii) les forêts communales sont correctement entretenues.
- j) **Composante Services financiers:** i) Les FRG ont été constitués dans au moins 140 cellules; ii) les performances de la Composante ont été évaluées par un spécialiste indépendant en microfinance; iii) les FRG non performants ont été dissous et les subventions de contrepartie récupérées; iv) les FRG performants continuent à accumuler l'épargne; commencent à prêter pour d'autres buts que ceux envisagés au départ par le projet, avec un taux de remboursement des prêts satisfaisant; apprécient l'utilité des FAS; et comprennent qu'ils ont à contribuer au paiement des audits; v) les FRG performants ont été informés de la possibilité de développements complémentaires et ont exprimé leur intérêt dans cette fusion; et vi) une proposition de gestion du programme FAS a été formulée pour la phase suivante.



7. L'ensemble des prestataires de services sera responsable de la fourniture des biens et services, nécessaires à l'exécution des activités du projet, aux groupements de bénéficiaires ainsi qu'aux unités décentralisées des administrations publiques. Chacune des sous-composantes mobilisera des prestataires de services, lesquels pourront intervenir au titre de plusieurs sous-composantes. Les unités décentralisées au niveau des préfectures des Ministères chargés de l'eau, des travaux publics, de la promotion de la femme, de l'agriculture et de l'environnement, l'ISAR et la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation (CNUR) auront des responsabilités particulières en matière de prestation de services dans chacune des sous-composantes. Les cinq ONG internationales, organisées en consortium, et les ONG nationales joueront, selon leur spécialisation, un rôle précis en qualité de prestataires de services dans les différentes composantes. En outre, le Consortium se verra confier la responsabilité de dispenser une formation et de fournir une assistance à l'exécution des activités auprès de l'administration publique, des membres des Comités de développement communal et des ONG nationales qui fourniront directement leurs services aux CDC, aux groupements locaux et aux associations.

8. Chacun des prestataires de services négociera avec l'UCP une convention cadre de trois ans et un contrat annuel relatif aux services devant être fournis en vertu du PTBA de l'année considérée. Les prestataires devront présenter leurs propres propositions sur la façon d'exécuter les activités qui leur sont assignées plutôt que d'attendre que l'UCP établisse leur plan de travail. Au cours des négociations, l'UCP homologuera les activités présentées dans les plans de travail et pour lesquelles un financement est sollicité. Les performances de chacun des prestataires seront évaluées annuellement au cours des ateliers d'évaluation participative. Si les performances d'un prestataire sont jugées faibles, à l'issue de cette évaluation, le contrat pourra ne pas être renouvelé en tout ou partie et les ressources pourront être allouées à d'autres prestataires.

9. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, le Gouvernement prend, dans le cadre du projet, les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et ses avenants.

10. L'UCP, par le biais de services de consultants si nécessaire, et le Consortium assureront le suivi des principaux prestataires de services dans la mise en œuvre de leurs responsabilités. Le suivi accordera une attention particulière au planning, à la budgétisation annuelle et aux modalités d'exécution des activités, adoptés par les prestataires de services.

11. Le Gouvernement s'engage à faire parvenir au FIDA une lettre officielle au terme de laquelle il prend l'engagement d'exonérer le projet de tout impôt, taxe et droit divers grevant les importations de biens et services. La taxe sur la valeur ajoutée et l'ensemble des charges sociales seront prises en charge par le Gouvernement à partir des fonds de contrepartie. Le salarié est responsable du paiement de l'impôt sur le revenu dont il serait redevable selon la législation en vigueur sur le territoire du Gouvernement.

12. Le Gouvernement assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident selon la réglementation en vigueur sur son territoire.

13. Le projet se propose de favoriser la promotion de la femme par des actions spécifiques telles que la construction du Centre de femmes, le programme d'alphabétisation fonctionnelle, les aménagements d'eau potable susceptibles de diminuer considérablement la charge de travail liée à la collecte de l'eau.



L'intégration des femmes dans les processus économiques sera fortement soutenue par le projet et devra aboutir à une participation et une représentation significatives au sein des différents comités, et à un accès égal aux mêmes facilités que les hommes en matière d'emploi dans le cadre des investissements communaux.

14. Le recrutement des cadres de l'UCP se fera selon les critères de compétition qui incluront aussi bien le secteur public que le secteur privé.

15. Le Gouvernement s'engage à payer le montant des fonds représentant sa contrepartie au début de chaque trimestre.

16. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) le Comité politique de pilotage du projet (CPPP) et le Comité de pilotage du projet (CPP) ont été établis et leurs membres ont l'agrément du FIDA;
- b) un programme détaillé relatif au recrutement du personnel de l'UCP a été préparé; et
- c) un avis juridique favorable, délivré par le Ministère de la justice ou toute autre autorité légalement investie de ce pouvoir, acceptable tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

17. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables aux décaissements des fonds du prêt.

- a) Aucun retrait ne sera effectué avant que:
 - i) un Coordonnateur du projet et un comptable, acceptables pour le FIDA, n'aient été recrutés;
 - ii) un PTBA provisoire n'ait été préparé pour être discuté et finalisé au cours du séminaire de démarrage;
 - iii) les fonds de contrepartie d'un montant en Francs rwandais équivalant à 35 000 USD n'aient été déposés sur le Compte de projet; et
 - iv) le Gouvernement n'ait négocié un protocole d'accord cadre avec le Consortium.
- b) Aucun retrait ne sera effectué pour des dépenses concernant la phase II, avant que les conditions préalables (déclencheurs) au passage de la phase I à la phase II n'aient été satisfaites.
- c) Aucun retrait ne sera effectué pour des dépenses concernant la phase II, avant que les conditions préalables (déclencheurs) au passage de la phase II à la phase III n'aient été satisfaites.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

RWANDA			
Land area (km ² thousand) 1996 1/	25	GNP per capita (USD) 1997 2/	210
Total population (million) 1997 1/	7.9	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	-5.7
Population density (people per km ²) 1996 1/	273	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	19.3
Local currency	Rwandan Franc (RWF)	Exchange rate: USD 1 =360 RWF	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	2.5	GDP (USD million) 1997 1/	1 863
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	46	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1997 1/	22	1980-90	2.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	124	1990-97	-5.7
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	40		
		Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% agriculture	37
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% industry	26
Total labour force (million) 1997 1/	4.2	% manufacturing	19
Female labour force as % of total, 1997 1/	49	% services	36
Education		Consumption, 1997 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	n.a.	General government consumption (as% of GDP)	9
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	n.a.	Private consumption (as% of GDP)	99
		Gross domestic savings (as% of GDP)	-7
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	n.a.	Merchandise exports, 1997 1/	100
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	n.a.	Merchandise imports, 1997 1/	368
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	49	Balance of merchandise trade	- 267
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	29		
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	n.a.	before official transfers, 1997 1/	- 352
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	0.03	after official transfers, 1997 1/	- 93
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	n.a.	Foreign direct investment, 1997 1/	1
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	n.a.		
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	n.a.	Government Finance	
		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as% of GDP) 1996 1/	n.a.
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1997 1/	1 111
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1	Present value of debt (as% of GNP) 1997 1/	33
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	76.9	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	13.3
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1997 1/	n.a.
Arable land as % of land area, 1996 1/	34.5	Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	9.5
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	2.5		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	10.1		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	0.3		
n.a. not available.			
Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.			
1/ World Bank, <i>World Development Report</i> , 1999			
2/ World Bank, <i>Atlas</i> , 1999			
3/ UNDP, <i>Human Development Report</i> , 1998			

PREVIOUS IFAD LOANS TO RWANDA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approval Loan/Grant Amount	Disbursement (as% of approved Amount)
Byumba Rural Development	IFAD	African Development Bank (AfDB)	HC	17 Dec 81	01 Apr 83	30 Jun 90	G - I - 86 - RW	SDR	920 000	
Birunga Maize	IFAD	International Development Association (IDA)	HC	11 Sep 84	09 Oct 85	31 Dec 98	L - I - 79 - RW L - I - 150 - RW	SDR SDR	9 080 000 3 750 000	99% 88%
Gikongoro Agricultural Development	IFAD	IDA	HC	30 Nov 88	22 Dec 89	30 Jun 01	L - I - 232 - RW	SDR	8 350 000	80%
Byumba Agricultural Development - Phase II	IFAD	AfDB	HC	01 Oct 90	05 Nov 91	31 May 01	L - I - 264 - RW	SDR	6 350 000	59%
Intensified Land Use Management in the Buberuka Highlands	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 92	23 Jul 96	30 Jun 02	L - I - 314 - RW	SDR	6 750 000	32%
Rural Small and Micro-enterprise Promotion	IFAD	UNOPS	HC	17 Apr 96	02 Mar 98	30 Jun 02	L - I - 411 - RW	SDR	3 750 000	28%
Rwanda Returnees Rehabilitation Programme	IFAD	UNOPS	G	11 Sep 97	24 Oct 97	30 Jun 01	G - I - 377 - RW	SDR	2 100 000	100%

2



LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>Development Goal:</p> <p>To activate an equitable process of economic, human and institutional development consistent with sustainable mobilization and efficient use of human and natural resources.</p> <p>Strategies:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Empower local communities to plan and implement their own projects, and determine the plans of public services provided to them ▪ Develop partnership arrangements with the communities based on sharing the cost of providing services to them ▪ Mobilize the lowest level of the public administration to promote and support local communities' in the planning and implementation of their projects, and to persuade the public service providers to actually plan and effectively provide the services demanded by the communities ▪ Introduce mechanisms that improve the efficiency and transparency of the service providers, and make service providers accountable to end-users 	<ol style="list-style-type: none"> 1. the grass-root public territorial administration responds to local people's demands and becomes an effective channel between communities and the private and public service provides; 2. civil-society groups spontaneously to achieve sustainable common objectives and mobilize their own resources to reach priority common objectives; 3. effective and transparent mechanisms are in place for government to support people's initiatives, including sharing the cost of people's priority projects; 4. the line ministries acting in the project area have acquired the skill to contract, fund and supervise the provision of services to people's organizations by private enterprises and NGOs; 5. a participatory evaluation of the performance of public and private service providers, in which end-users play an important role, is institutionalized. 	<p>Reports of the PCU evaluation officer on the annual participatory sub-component evaluation workshops</p> <p>Ad hoc participatory rural appraisal (PRA) impact evaluation studies</p> <p>Records of the farmers' suggestions kept in each sector</p> <p>PCU Progress reports</p> <p>Reports of IFAD supervision missions</p> <p>Joint IFAD/GOR Rwandese Government phase review and project reorientation reports</p>	<p>Political stability exists throughout the project life</p> <p>Political support is available to strengthen grass-roots organizations in rural areas and is extended to civil-society organizations and NGOs</p> <p>The public administration officers:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ understand the distinction among planning, regulating, delivery and financing in the provision of services, and ▪ accept the evaluation of performance service providers by end-users <p>The participatory sub-component evaluation workshops:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ are regularly and effectively held, and recommendations are actually taken into account in renewing service agreements
<p>Expected Outcome</p>		<p>For all sub-components:</p> <p>Accounts of the participatory evaluation workshops, and reports of the phase review project reorientation missions</p>	<p>People are willing to contribute their own savings and labour to finance their own projects</p>
<p><i>Community development;</i></p> <p>Most CDCs in the project area are capable of formulating CDPs based on PRA methods; effectively promote GRFs and women's group activities; and formulate annual budgets for community development funds (CDFs) eligible for project matching grants.</p> <p>Social relations are improved, and reconciliation and a better sense of national unity are achieved.</p> <p>The environmental impact of development activities is kept under control.</p>	<p>Number of CDPs formulated Number of GRFs established Number of CDFs adequately formulated</p> <p>Number and quality of CNUR activities</p> <p>Soil conservation practices introduced, crossing of animals into the Akagera Park, reduction in the number of cattle, etc.</p>	<p>Reports of the community facilitators Reports of international NGOs</p> <p>CNUR reports</p> <p>Environmental assessment studies of the Ministry of the Environment</p>	<p>People and administrators manage to overcome transfer-dependency culture.</p> <p>Control of GRFs is effective and rigorous.</p> <p>GRF members appreciate that having their own sustainable financial services system is more important than cashing in short-term benefits of project matching grants.</p> <p>The PCU can manage to recover the matching grants disbursed to defaulting GRFs.</p>



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p><i>Women in development:</i> More women are represented and actively participate community organizations, water users' committees, CWPUA, GRFs and CDCs Women income-generating activities are increased through labour-savings technologies, workload on women is reduced, women's illiteracy rate lowered, and hygiene and health conditions in the households are improved.</p>	<p>Share of women's membership in grass-roots organizations and in their management committees Number and quality of the women's groups using the project's financial facility, amount of savings mobilized. Number and type of labour-savings agro-processing equipment financed, and impact on women's workload Percentage of women trained in functional literacy who retain the skill three years after training.</p>	<p>Reports of the prefecture officer of the Ministry of Gender Reports of the national NGO providing WIDs Reports of the international NGO backstopping the national NGO that provides functional literacy training</p>	<p>Technical support to design feasible income-generating projects for women's groups is available from NGOs or from private professionals at reasonable cost. Members of GRFs appreciate the role of external auditors and are ready to pay for the service.</p>
<p><i>Domestic waters supply:</i> Safe domestic water supply coverage is increased from 23 to 79% of the households in the project area. Established water users' committees function properly; maintenance facilities is financially self-sustainable; pump spare parts are available in the market.</p>	<p>Standards of water users' committees' operations and state and repairs of facilities Number of water users' committees not performing, cases of water supplies not working for lack of maintenance Pump spare parts in stock with private traders</p>	<p>Reports of the community facilitators Reports of the international NGO training and backstopping the national NGO providing CDFs.</p>	<p>Members of successful GRFs are willing to join with other GRFs to form rural financial services associations of the minimum size required to operate a more diversified portfolio of products efficiently</p>
<p><i>Cattle water points:</i> Utilization of water and pasture resources of the project area is improved; Established CWPUA function properly and maintain all facilities with own funds. The cattle of the project area do not need to cross the park to water at the Akagera river.</p>	<p>Number and percentage of cattle water points turned over to CWPUAs Quality of performance of CWPUAs State of maintenance of watering points Project-area cattle crossing the Park.</p>	<p>Reports of the DRSA veterinary officers. Reports of the community facilitators Reports of the international NGOs Reports of the park manager and of the German Agency for Technical Cooperation.</p>	<p>Herders will de-stock to the extent required to keep cattle numbers within the watering and grazing capacity of the project area, and in any case to no more than 120 000 head of cattle in the new provinces.</p>
<p><i>Feeder roads:</i> More farmers sell their products at markets and at higher prices; inputs cost less; and farmers are better informed.</p>	<p>Qualitative and quantitative verification through PRA surveys.</p>	<p>PRA surveys contracted by the PCU to national specialists.</p>	<p>A solution is found to stop the cattle of Kahi and Nyagatare from crossing the project area</p>
<p><i>Technology Advisory Services:</i> Relationship between farmers and technicians is improved and close research and extension linkages are established: DRSA and ISAR jointly implement participatory diagnosis of farmers' problems methodology and jointly supervise farmers' adaptive technology trials</p>	<p>Number and quality of annual meetings with farmers Qualitative assessment of the performance of the prefecture technical advisory committee and of the TAC task forces at communal level (CTFs) . Amount and quality of farmers' participation Number of innovative technology tests on farmers' fields.</p>	<p>Reports of the technical advisory committee-DRSA Umutara Reports of ISAR station manager Report of the international NGO providing training and backstopping</p>	<p>Improved seeds are multiplied from ISAR genetic material resulting in an improvement in crop yields by at least 30% or 60 to 100% if chemical fertilizers are also applied.</p>
<p><i>Agricultural production:</i> The availability of good-quality seed, fertilizers and other inputs is improved, The impact of improved seeds on crop yields in farmers' fields is regularly sampled, Improved seeds certified by MINAGRI begin to be marketed</p>	<p>Quantity of improved seeds produced, certified, and sold by seed multiplication centres Surveys of impact of improved seed and fertilizers on the yield of crops on farmers fields Price at which improved seed sold</p>	<p>Reports of DRSA Reports of the ISAR station Reports of the MINAGRI Seed Certification Service Reports of the international NGO</p>	



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>under true labelling and a price differential with respect to commercial grains is accepted by farmers.</p> <p>Some 12 000 vulnerable households are enabled to participate in cost-shared project activities on an equal basis as other members of the target group.</p>	<p>Quantity of seed produced under true labelling Quantity of fertilizers marketed Amount of seed centres revolving fund at the end of the project life</p> <p>Impact of packages distributed on the production of beneficiary households Percentage of beneficiaries willing and able to purchase the same inputs at market prices Survival of trees planted by beneficiary vulnerable households.</p>	<p>providing training and backstopping services</p> <p>Input distribution impact evaluation report Reports of the DRSA forestry officer</p>	
<p><i>Animal health and production services:</i> Health conditions of cattle and small stock are significantly improved. A network of farmers who have been nominated village paraveterinarians, including women, carry out animal preventive medicine for large and small stock. Livestock owners pay the full cost of vaccinations through the village paraveterinarians. The DRSA handles the drug and vaccine revolving fund properly. Animal feeding is improved: DRSA, ISAR and livestock owners jointly test fodder production and conservation technologies and carry out pasture improvement trials; livestock owners adopt improved practices. Increased livestock production through breed improvement is introduced when animal health and feed supplies are under control. Livestock producer's prices are higher as a result of cattle, sheep and goats begin marketed by weight. Independent transport is available and weeding is made easier for farmers through animal traction.</p>	<p>Reduced occurrence of animal diseases. Number of men paraveterinarians successfully operating. Number of women paraveterinarian successfully operating Subsidy on drugs and vaccines abolished Amount of drug and vaccines revolving fund</p> <p>Results of the tests of improved technologies on farmer fields Results of tests of pasture improvement Number of farmers adopting improved technologies</p> <p>Number of cattle sold by weight in the pilot market Cattle price information</p> <p>Number of animals training and of traction equipment sold to farmers</p>	<p>Reports of the DRSA veterinary officer Reports of commune livestock officers Report of the international NGO backstopping the DRSA for livestock services</p> <p>Reports of DRSA livestock officer Reports of ISAR station director Report of the international NGO training and backstopping</p> <p>Report of the farmer's associations managing the facilities Report of the DRSA livestock officer Report of the national NGO managing the animal-training centre</p> <p>Reports of the international NGO backstopping livestock services</p>	
<p><i>Forestry:</i> The supply of wood in the project area is increased. Fruit production is increased. Revenue of communes is improved.</p>	<p>Number of GRFs properly managed, amount of savings mobilized, number and performance of inventory credit schemes funded, amounts of credit for agricultural inputs, and other purposes, cases of loan delinquency and of suspension of matching-grant disbursement</p>	<p>Reports of the DRSA forestry officer Reports of the Bourgmestres Separate financial accounts of commune plantations</p>	
<p><i>Financial Services;</i> Short- term credit is available for farmers to finance crops, and livestock and purchase inputs: improved farmers bargaining power vis-à-vis traders, is improved and input use is increased.</p> <p>Women's groups mobilize the women investment window for sustainable income-generating activities, grain and cassava-milling services spread in the project area.</p>	<p>Number and quality of the women's groups that have used the financial facility; amount of savings mobilized. Number, type and performance over time of income-generating projects funded under the scheme</p> <p>Number and quality of portfolios, savings</p>	<p>Reports of the fund advisors Reports of the International NGOs backstopping fund advisory services (FAS). Reports of PCU financial advisor</p>	



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
Particularly successful GRFs graduate into full-fledged rural financial services associations (RFSAs).	mobilized, and financial sustainability of RFSA established by the end of the project life		
<p>PROJECT OUTPUT</p> <p><i>Community Development:</i> All Umutara prefecture officers operating in the project area – the Ministry of Gender, the Ministry of Energy, Water and Natural Resources (MINERANA), DRSA and public works), the ISAR station staff, the six commune administrators (<i>burgmesters</i>), and all members of the development committee of the six communes trained.</p> <p>All members of the 203 CDCs are trained in the project approach and in participatory rural appraisal (PRA) planning of priority community projects, promotion of GRFs and control of eligibility conditions for receiving project matching grants, preparation of CDP and of CDF budgets,</p> <p>Assistance is given to farmers groups in establishing group organization, electing group management committees etc.,</p> <p>Six commune offices are set up and 40 small offices one in each sector.</p> <p>Annual assessments are undertaken of the environmental impact of project activities.</p> <p>Social reconciliation and national unit activities are promoted.</p>	<p>Number of people trained and quality of training offered</p> <p>Number of people trained and quality of training and backstopping services offered</p> <p>Number of groups established and quality of assistance</p> <p>Number and type of premises constructed</p> <p>Number of environment-assessment studies performed and quality of such studies</p> <p>Type and number of activities undertaken by CNUR</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Progress reports of the PCU ▪ Reports of PCU monitoring and evaluation officers. ▪ Reports of the meetings of the project policy steering committee. ▪ Reports of the meetings of the prefecture steering committee. ▪ Reports of the participatory evaluation workshops. ▪ Progress reports of the international and national NGOs. ▪ Reports of the cooperating institution's supervision missions. ▪ Reports of the IFAD supervision missions. ▪ Reports of the phase review and project reorientation missions. 	<p>All service providers take a proactive approach and show strong initiative to obtain project support, produce their proposed AWP&B on time and correctly expedite the negotiation of the service agreement, and the timely completion of the consolidated project AWP&B for submission to the IFAD cooperating institutions.</p> <p>All progress reports are produced on time and all information requested is collected and adequately processed and analysed.</p> <p>The PCU takes effective remedial action in case of inadequate delivery of project output by the service providers.</p>
<p><i>Women in Development:</i> Prefecture and commune officers of the Ministry of Gender are trained in WID, and there is backstopping of their activities. Assistance is provided to women's groups in establishing group organization, electing group management committees, managing group affairs. Women's groups are trained in household-management and related subjects. Assistance is provided to women's groups in planning, procurement and management of income-generating projects. Control is exercised that women's effective demand for matching grants and training (including in the paraveterinarian programme) is actually satisfied. Up to 7 000 illiterate women are trained in functional literacy. Six commune women's centres are established.</p>	<p>Number of people trained and quality of training and backstopping services</p> <p>Number of groups established and quality of training and assistance</p> <p>Number of income-generating project groups established by typology of projects and quality of training and assistance</p> <p>Number and effectiveness of women participating in all project activities</p> <p>Number of women trained</p> <p>Number of women's centres constructed and equipped</p>		



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p><i>Domestic water supply:</i> Feasibility studies for gravity-piped water supply, and surveys are undertaken of existing boreholes in the Umutara Prefecture. A water piped-gravity system is established if feasible, with boreholes with hand pumps, roof catchment and water storage tank with filter sufficient to provide safe water to 27,500 households, All water-user groups established trained to run the water supplies, collect water fees, and management the public piped water system.</p> <p><i>Cattle water points:</i> A master plan of cattle water points in the new communes is produced. Valley dams, wells and boreholes are considered in accordance with the master plan and up to a total cost of USD 660 000. CWPUAs are established and trained to run all man-made cattle watering points in the new communes.</p> <p><i>Feeder roads:</i> 300 km of feeder roads are constructed.</p> <p><i>Technology Advisory Services:</i> The Umutara ISAR station is rehabilitated. Three research officers of the ISAR station. New DRSA office is established in Nyagatare. All DRSA commune technicians and ISAR staff are trained in the method of participatory diagnosis of farmer's problems, and in the joint formulation and monitoring of on-field improved technology testing with farmers.</p> <p><i>Agricultural production:</i> Buildings and equipment for six seed multiplication and fertilizer marketing centres are provided. Training and supervision of six farmer's groups is provided in seed multiplication, certification, true labelling of the seeds produced, and assistance in input marketing. Since 12 000 agricultural reactivation packages are distributed to vulnerable households.</p> <p><i>Animal health and production services:</i> All veterinary officers are trained in the project's paraveterinarians programme approach. Up to 400 village paraveterinarians are trained, including women, for treatment of small stock. A workable system is established to sell drugs, vaccines and related consumables to paraveterinarians. On- farm testing of different technologies of fodder production and conservation is carried out.</p>	<p>Domestic water supplies constructed and operational</p> <p>Number of water-users established and trained</p> <p>Master plan produced and quality of the master plan Number of water points constructed</p> <p>Number of CWPUAs established and trained</p> <p>Kilometres of feeder roads constructed</p> <p>Facilities constructed and equipment provided for the ISAR station Number of technicians working for the project Number of people trained and quality of training Number of joint meetings DRSA/ISAR/farmers by season, subjects discussed, quality of farmers' reactions Number of on-farm technology tests carried out</p> <p>Buildings constructed and equipment supplied Number of farmers' groups established trained and initially backstopped. Quantity of seed and fertilizers sold. Seed certified and sold under true label. Price of seed compared with grain prices. Number of packages distributed, transparency of beneficiary selection, number of vulnerable households not receiving packages.</p> <p>Number of people trained and quality of training and backstopping services. Number of women trained on treatment of small stock. The DRSA revolving fund and availability of drugs, vaccines and consumable for the paraveterinarians to buy. Number and adequate design of tests carried out</p>		



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>Tests of pasture-improvement methods are undertaken. One animal-training centre, and adapted cart and equipment design are tested, Two pilot cattle markets are constructed.</p> <p><i>Forestry:</i> Follow-up is undertaken of 1 200 ha of trees planted by vulnerable households under the free package distribution programme (10 ha each). A survey is carried out of land suitable for forestry development in the project area. Up to 2 400 ha of commune plantations are established. Up to 40 nursery-frmer's groups are trained.</p> <p><i>Financial services:</i> Up to 150 GRFs are established, adequately organized and structured; bank accounts are opened and farmers' deposits are made. GRF managers are trained in accounting and the management of revolving funds. All GRF accounts are audited annually Matching grants are provided for 150 RF windows. (USD 900 000) and 75 women investment windows (USD 300 000). RFSAs are established, trained and audited</p>	<p>with farmers on fodder production and conservation and pasture improvement Animal-training facility constructed and equipped Markets constructed, scales installed.</p> <p>Number and adequacy of design of sampling of vulnerable households</p> <p>Survey produced and quality thereof. Hectares of plantation established. Number of nurseries established and of farmers' groups trained.</p> <p>Number of fund advisors and quality of their performance. Number of GRFs established and of GRF managers trained. Amount of matching grants disbursed, typology of GRFs by size and structure and quality of portfolio Number of GRF accounts audited each year Number, type and financial sustainability of women's income-generating projects financed</p> <p>Number of RFSAs established trained and audited; size; structure of ownership; type of products offered to clients; quality of portfolio at the end of the project period; remuneration of managers; allowances for remuneration of auditors; benefits and policy of benefits distribution</p>		
<p>Inputs</p> <p>The services of an international NGO to provide formal and on-the-job training of government staff, commune officers and national NGOs in the project approach and implementation of sub-components applying the project approach.</p> <p>Community facilitators services provided by national NGOs.</p> <p>Women in Development Services provided by a national NGO.</p> <p>Fund advisors services to be provided by a national NGO.</p>	<p>AWP&B of the PCU</p> <p>Service agreements with international and national NGOs</p> <p>Procurement procedures and documentation of the PCU</p> <p>Disbursement of project funds (IFAD/OPEC Development Fund, government counterpart funds, accounts of the GRFs)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Progress reports of the PCU. ▪ Reports of the PCU Monitoring and evaluation officers. ▪ Reports of the cooperating institution supervision missions. ▪ Reports of IFAD supervision missions. ▪ Reports of the phase review and project reorientation missions. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The Cooperating Institution acts quickly and efficiently. ▪ Availability and timely the release of government counterpart funds are available and released in a timely manner. ▪ International NGO financial support continues throughout the project life as required.



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>Funding of all training activities envisaged, including training of 7,000 people, women and child heads of household in functional literacy</p> <p>All the civil works envisaged, including domestic water supplies, cattle water points, DRSA and MINERANA prefecture offices, commune and sector offices, and women's centre buildings, furniture and equipment; feeder roads and road maintenance equipment, stores, stables and fencing for seed multiplication and animal training- centres, the facilities of two pilot cattle markets.</p> <p>Vehicles and related operating costs for the prefecture, the Umutara DRSA, MINERANA, the Ministry of Gender, the Ministry of the Environment, public works units, the ISAR station and the CNUR.</p> <p>Motorcycles for 18 commune technicians, 6 commune development committees and 3 ISAR research officers, and related recurrent costs.</p> <p>Allowances for government staff participating in project activities.</p> <p>Recurrent cost for maintenance of the public infrastructure, except for the water supply to be maintained with revenue from water fees.</p> <p>The services of the ISAR Umutara agriculture research station, including ISAR Headquarters technical backstopping, and of consultancies from international research institutes if required.</p> <p>Some 12 000 agricultural production reactivation packages comprising improved seed, fertilizer and tree seedlings.</p> <p>Funds for establishing and maintaining 2 400 ha of commune plantations until the first exploitation cycle.</p> <p>Matching grants for the GRFs and women's investment windows.</p>			



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>Funds to hold the annual sub-component participatory evaluation workshops.</p> <p>The services of the PCU, including one coordinator, one monitoring and evaluation officer, one financial controller and supporting staff, one road engineer to assist with the implementation of the feeder road sub-component, a fund for consultants, the construction of the PCU office and of four residential premises in Nyagatare, office equipment, vehicles, and recurrent costs for ten years</p> <p>Annual audits of the project accounts</p> <p>The services of the PIFU: the IFAD project facilitator, accountant, secretary and the services of a team of accountants/auditors to backstop all IFAD projects in Rwanda.</p>			

PERFORMANCE MONITORING INDICATORS

The following table shows the performance indicators that will be used to trigger the second and third phase of the project.

The phase trigger mechanisms: performance indicators by sub-component		
Performance monitoring indicators		
	Phase 1 (end year 3 of the project)	Phase 2 (end year 7 of the project)
Organization and Management Arrangements		
	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The PCU and the steering committees are established, the PCU personnel recruited and functioning <input type="checkbox"/> The project implementation manual has been drafted and approved <input type="checkbox"/> The construction of the PCU office and houses are completed, furnished, and equipped <input type="checkbox"/> All project vehicles have been procured <input type="checkbox"/> Service agreements with the public agents have been successfully negotiated for all project components. Performance is satisfactory <input type="checkbox"/> All service agreements with the international NGOs have been negotiated. NGOs performance is satisfactory <input type="checkbox"/> Contracts with the national NGOs have been negotiated for all services. NGOs performance is satisfactory <input type="checkbox"/> At least one annual participatory sub-component evaluation workshop has been held for all components 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The changes in arrangements and procedures eventually recommended by the phase review project reorientation missions are fully implemented <input type="checkbox"/> All annual sub-component participatory evaluation workshops are held. Recommendations are discussed by the national steering committee and are actually taken into account by the PCU in renewing agreements with the service providers
Indicative Targets by Sub-Component		
Community development	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> All central government staff of the prefecture and commune, of ISAR, and all the commune CDC members have been trained in the project approach <input type="checkbox"/> The national NGOs providing CFS has been trained <input type="checkbox"/> All staff of the CFS is operational <input type="checkbox"/> The members of at least 100 CDCs have been trained by the CFs <input type="checkbox"/> At least 60 CDCs have implemented PRAs and formulated their CDPs <input type="checkbox"/> At least 60 sells have GRF established and CDF formulated <input type="checkbox"/> The Ministry of Environment has carried out two annual assessments of the environmental impact of the project activities 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> At least 120 CDCs have successfully adopted the project procedures, formulated CDP, budgeted their CDF <input type="checkbox"/> At least 120 sells have established GRFs <input type="checkbox"/> The Ministry of Environment has carried out three annual assessments of the environmental impact of the project activities
Women in Development	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> All Ministry of Gender staff at commune level have been appointed and trained <input type="checkbox"/> The 6 women's centres have been constructed and are regularly used <input type="checkbox"/> The NGO providing WID is active <input type="checkbox"/> At least on women's group has been formed in each one of 60 sells <input type="checkbox"/> The NGO providing functional literacy is appointed, and one third of the programme implemented (2 500 trainees) 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> At least 120 women's groups are active and at least half of them have utilized the matching grant facility to fund their agro-processing microprojects <input type="checkbox"/> The functional literacy programme has been completed (12 000 women trained)
Domestic Water Supply	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The feasibility study of gravity-piped scheme has been completed <input type="checkbox"/> If the outcome is positive, the detailed engineering of the scheme has been done, contracts awarded, and construction well under way 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> All water supplies have been constructed and all water committees have been trained and are functioning <input type="checkbox"/> The commercial distribution of handpump spare parts is effectively



APPENDIX IV

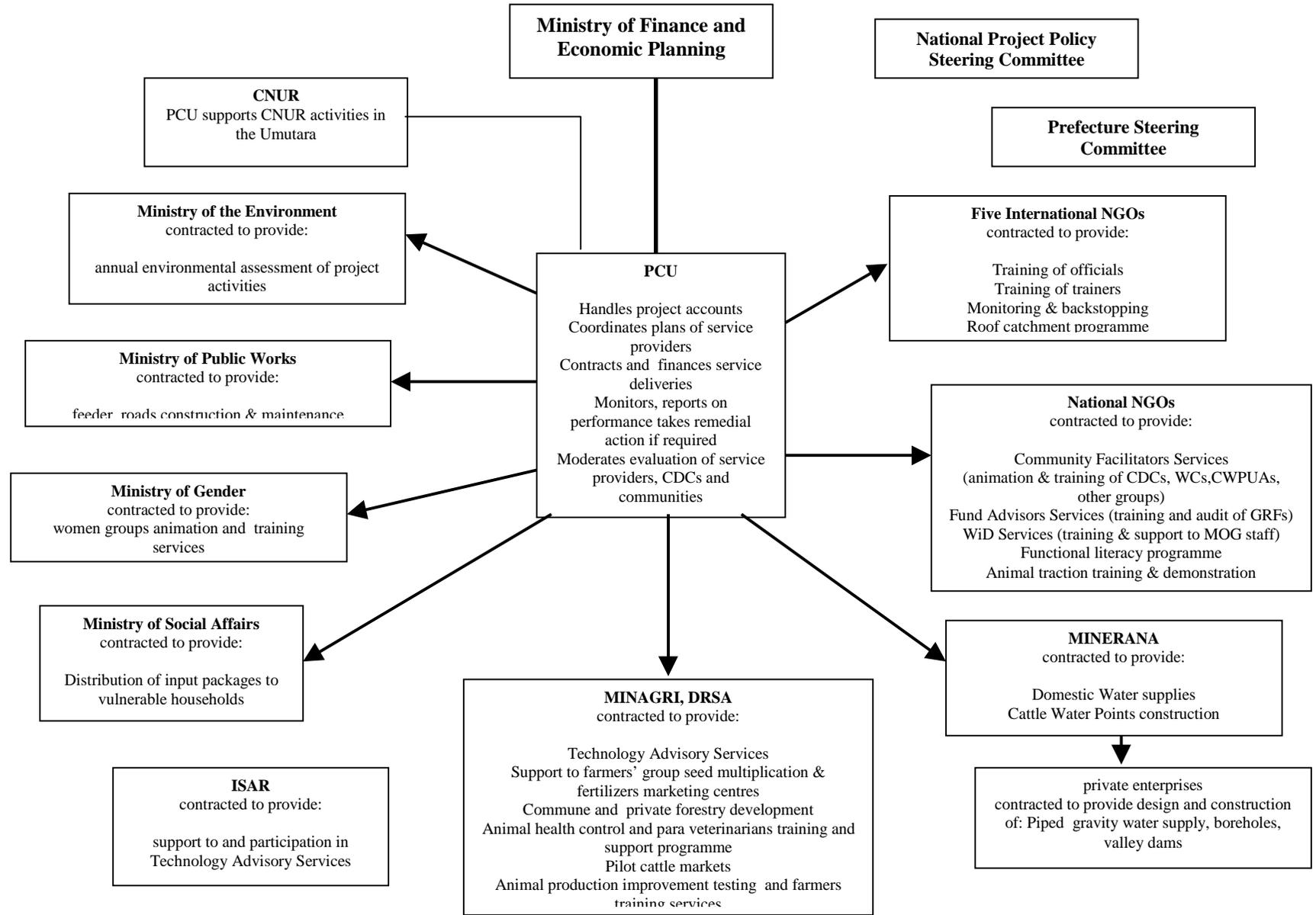
	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The survey of present situation of boreholes in the Umutara has been done, and decision taken about the number and location of boreholes to be drilled, and of roof catchment houses to equip <input type="checkbox"/> All required water committees have been established for the piped water supply <input type="checkbox"/> Water committees have been established, and handpump money paid for 100% of the planned boreholes <input type="checkbox"/> Drilling contracts have been awarded and at least 200 successful boreholes have been equipped <input type="checkbox"/> All well water committees have been trained in pump management and repairs <input type="checkbox"/> A commercial system to distribute handpump spare parts has been started <input type="checkbox"/> The contract with the NGO responsible for the roof catchment programme has been awarded, the necessary artisans trained and at least 1 000 houses equipped 	working in the Umutara
Cattle Water Points	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The Umutara cattle water point master plan has been prepared <input type="checkbox"/> At least half of the CWPUAs have been established and trained <input type="checkbox"/> Existing valley dams have been turned over to CWPUAs <input type="checkbox"/> At least one third of the new water points have been constructed and transferred to CWPUAs 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Wells and valley dam construction for animal watering have been completed <input type="checkbox"/> All cattle watering points have been transferred to CWPUAs and are effectively managed by the associations
Feeder Roads	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The entire feeder road construction programme has been planned and contracts awarded for construction <input type="checkbox"/> At least 200 km have been commissioned 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The feeder road programme is completed: all 300 km have been commissioned and are effectively maintained
Technology Advisory services	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The agreement with ISAR has been signed <input type="checkbox"/> The ISAR station has been rehabilitated and equipped and the additional staff have been recruited <input type="checkbox"/> The staff of DRSA and of ISAR have been trained in participatory diagnosis of farmers problems <input type="checkbox"/> Participatory diagnosis meetings have been jointly held by ISAR and DRSA staff in at least half of the sectors and at least three times <input type="checkbox"/> At least 40 technology tests on farmers fields have been initiated, followed by commune agronomists and ISAR research technicians for at least two seasons each <input type="checkbox"/> At least four seed multiplication and fertilizer distribution centres have been established and are functioning <input type="checkbox"/> Improved seeds are marketed at prices 30% higher than commercial grains; production is certified by MINAGRI <input type="checkbox"/> The impact of the improved seed on farmers' crop yields has been verified by actual sample measurements over at least three crop seasons <input type="checkbox"/> Animal traction is used in the seed multiplication farms and its impact has been evaluated 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The last two seed multiplication centres are operational <input type="checkbox"/> Seed quality control is effectively practised <input type="checkbox"/> Impact of improved seeds on farmers' yields continues to be routinely sampled <input type="checkbox"/> Farmers understand the value of seed certification: true labelling begins to be introduced <input type="checkbox"/> Participatory diagnosis and on-farm technology testing has been routinely practised by DRSA and ISAR in all project communes
Seed multiplication and fertilizer marketing		
Input distribution to vulnerable households	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ministry of Gender-organized distribution has reached all the 12 000 intended beneficiaries <input type="checkbox"/> The programme impact evaluation has been undertaken 	
Animal health and production services	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The paraveterinarian programme has been defined; farmers groups have been mobilized for nomination of candidates; training done and first two years of operations concluded and evaluated 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The animal health situation has been brought under control, DRSA Umutara veterinary unit carries out effective controls



APPENDIX IV

	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The paraveterinary service has been extended to small stock, responding to at least 50% of the women's demand <input type="checkbox"/> The drug and vaccine revolving fund is functioning and its value maintained <input type="checkbox"/> The veterinary office equipment has been completed <input type="checkbox"/> The Murambi animal training centre has been constructed, the contract with the NGO responsible for the operation awarded, and the centre has been in operation for at least two years, <input type="checkbox"/> All animals needed by the seed multiplication groups have been trained <input type="checkbox"/> Equipment and carts suitable for the area have been tested <input type="checkbox"/> A programme to test fodder production and conservation and pasture improvement techniques has been formulated, and tests have been initiated in at least 12 sites with farmers participation 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Women's groups are satisfied with the small stock health services received <input type="checkbox"/> Results from fodder production and conservation and pasture improvement tests have been evaluated with the participating farmers, some spontaneous spreading of the technologies successfully tested is noticeable <input type="checkbox"/> The two pilot cattle markets have been completed and turned over to CWPUAs for management <input type="checkbox"/> A programme for further dissemination of information about the successful technologies has been introduced <input type="checkbox"/> The animal training programme has been evaluated and the activity either privatized, turned over to farmers' groups, or liquidated <input type="checkbox"/> A programme for testing intensive animal production technologies with farmers and herders has been formulated and operations started under this programme
Forestry	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> All the commune forest officers have been recruited and trained in project activities <input type="checkbox"/> The forestry master plan of the project area has been formulated <input type="checkbox"/> Each commune has planted at least 150 hectares <input type="checkbox"/> At least 30 private nursery groups have been trained and have produced the seedlings required by the commune plantations and the distribution to vulnerable households 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The commune plantation programme has been completed <input type="checkbox"/> Commune plantations are properly maintained
Financial Services	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> The service agreement with the international NGO for the component is operative <input type="checkbox"/> The national NGO providing land advisory services has been recruited and all the land advisors are at post <input type="checkbox"/> All land advisors have been trained <input type="checkbox"/> At least 40 CDCs have mobilized. Two GRFs, one of which made up of women, have received matching grants <input type="checkbox"/> The women's investment window begins to be utilized <input type="checkbox"/> All GRFs funded have been audited <input type="checkbox"/> The national NGO providing FAS has produced regular progress report and certified the accounts of all active GRFs in time every year 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> GRF have been formed in at least 140 sells <input type="checkbox"/> The performance of the component has been evaluated by an independent specialist in macrofinance institutions <input type="checkbox"/> Non-performing GRF have been dissolved and matching grants recuperated <input type="checkbox"/> Performing GRFs have continued to accumulate savings, begin to lend for other purposes than envisaged by the project with satisfactory loan recovery, appreciate the function of the FAs, understand they will have to pay for the audit service <input type="checkbox"/> Performing GRFs have been informed about the possibility of further development; RFSAs express interest in mergers <input type="checkbox"/> A proposal has been formulated about the management of the RFSAs programme for the next phase.

ORGANIZATIONAL CHART



ENVIRONMENTAL RECOMMENDATIONS AND HOW THEY HAVE BEEN ADDRESSED

RECOMMENDATION	RESPONSE
Commission hydrogeological survey	The cost of the hydrogeological survey is not commensurate to the benefits expected in terms of reduced uncertainty about the yields of boreholes. Data from the Danish International Development Assistance's well-drilling campaign used. Alternative gravity water supply scheme being investigated to reduce number of boreholes.
Prepare comprehensive development plan	Project does not allocate land. Need has been superseded by events.
Commission aerial-photographic survey and topographic maps	Existing 1 50 000 series topographic maps are adequate.
Voluntary livestock de-stocking scheme	The project responds to demand; fencing of pasture land is progressing fast; the CWPUAs will play an important role in limiting livestock to the carrying capacity of their territory, reducing cattle movement.
Akagera NP collaboration	Collaboration foreseen with park officials and with GTZ; participation in the project steering committees.
Conduct detailed survey of Umutara livestock populations	Project provides for 120 000 heads of cattle in the new commune, do not operate in the rest of the Umutara. Survey of livestock number not sufficient to guide government intervention in a dynamic situation.
Target groups	Done.
Access to agricultural inputs	Done.
Address labour shortages	Addressed through several components, GRF scheme.
Diversify revenue-generating activities	
Credit access	
Provide microcredit	
Strengthen extension services	
Environment for small-scale enterprises	Use services IFAD small-scale enterprises project
Community-based land use planning	Community development plans and forestry development master plan envisaged
Indigenous knowledge	Part of participatory diagnosis of farmers' problems and of on-farm technology-testing approach
Integration of crop and livestock production	Included in technology transfer, applied research and animal health and production services
Marketing of hides and skins	AfDB supports Kigali abattoir
Demarcation of cattle routes, watering points	Will be part of CWUPA responsibility, veterinary officers and CF will advise
Dry-season horticulture	See fruit trees, agroforestry
Stakeholder meetings	Project policy: water committees, CWUPAs, GRFs, women's groups, etc
Producer associations	
Animal health	See animal health sub-component
Dairy production collection and marketing	AfDB supports dairy production Incremental project milk production problems to be assessed in four or five years time
Livestock improvement	For second or third phase, when animal health is under control
Rotational grazing	Superseded by size of allotments issued outside of control by project
Recommendation	Response
Alternative energy sources	Forestry sub-component addresses fuelwood scarcity, on-farm agroforestry includes fuelwood
Off-farm income	Roads and water tanks construction GRF scheme provides finance and special subsidy for women's microprojects
Services related to Akagera	Cattle water points sub-component, and collaboration



APPENDIX VI

RECOMMENDATION	RESPONSE
	with park management and GTZ
Comprehensive market strategy for agricultural production, meat, milk and live cattle	Ambitious and premature, left to AfDB
Commune development strategies	Communes plan roads, DRSA staff participate in planning technology services and help with planning vaccination campaigns. Main project strategy is empowering CDCs and farmers associations
Extension to herders	The project supports DRSA livestock services; emphasis on applied research and testing of fodder production and conservation and attempts at improving pasture land
Extension package for soil conservation	See technology advisory services sub-component
Distribution centres for planting materials and seed collection	The project establishes six improved seed multiplication centres
On-farm trials	Essential activity of technology transfer sub-component
Demonstrate forage conservation	Will be part of the animal production sub-component, after necessary on-farm testing
Controlled burning of range	Doubtful recommendation; degraded ranges are improved by burning
Water harvesting	See forest rehabilitation component and rainfall roof catchment scheme for domestic water supply
Livestock breeding programme	See livestock improvement previous table
Agro-silvo-pastoral research	Will be part of the technology advisory service, on an ad hoc applied basis
Rural roads	300 km of feeder roads will have no appreciable impact on the environment
Land use planning	Outside scope of the project: land is already allocated
Institutional arrangements	Main thrust of project design